

COMMISSION COMMUNALE D'AMENAGEMENT FONCIER DE MOËLAN-SUR-MER

- REUNION DU 8 MARS 2017 - PROCES-VERBAL

Le 8 mars 2017 s'est tenue, à la mairie de Moëlan-sur-Mer, la troisième réunion de la Commission Communale d'Aménagement Foncier (CCAF) de Moëlan-sur-Mer, constituée par arrêté de la Présidente du Conseil départemental en date du 2 mai 2016, modifiée par arrêté du 16 décembre 2016, sous la Présidence de Madame Jocelyne LE FAOU, commissaire-enquêteur désigné par ordonnance de la Présidente du tribunal de grande instance de Quimper en date du 7 décembre 2016.

Les membres titulaires de la CCAF, soit 21 personnes, ont été convoqués à cette réunion, par courrier du 15 février 2017, auquel était joint l'ordre du jour suivant :

- 1- Suites de la 2nde CCAF
- 2- Présentation du rapport de consultation sur l'état des fonds
- 3- Examen des observations
- 4- Vote de l'état parcellaire définitif
- 5- Points divers

Le présent procès-verbal est établi dans le respect de l'ordre de traitement des sujets et d'adoption des délibérations prises par la commission.

La réunion a débuté à 9 heures 35.

PARTICIPANTS

MEMBRES PRESENTS		
Collèges	Titulaires	Suppléants
Présidence	Mme Jocelyne LE FAOU	
Maire et conseil municipal	M. Marcel LE PENNEC M. Alain JOLIFF	
Exploitants, propriétaires ou preneurs en place, désignés par la Chambre d'agriculture		Mme Marie-Louise LE BRAS née AUDREN
Propriétaires de biens fonciers non bâtis élus par le Conseil municipal	M. Alphonse LE BIHAN Mme Odile LE PIT M. Joseph LHYVER	
Personnes qualifiées en matière de faune, de flore et de protection de la nature et des paysages	M. Patrick PERON Mme Claude POUPON M. Alain COIC	

Elu représentant la Présidente du Conseil départemental du Finistère	M. Claude JAFFRE	
Délégué à la directrice départementale des finances publiques		Mme Virginie CANN
Fonctionnaires désignés par la Présidente du Conseil départemental	Mme Marie BEGUE	
Propriétaires forestiers désignés par la Chambre d'agriculture	M. Frédéric KERHERVE	
Propriétaires forestiers désignés par le Conseil municipal	Mme Claudie LE DOZE	Mme Danièle MAIZA
Secrétariat de séance	Mme Laure GORIUS (service agriculture du Conseil départemental)	

Sont également présents sur invitation de la Présidente

- * Mme Sophie ENIZAN de la Chambre d'agriculture du Finistère
- * M. Erwan LE DREZEN du Conseil Départemental du Finistère (service agriculture)

INTRODUCTION DE MME LE FAOU, PRESIDENTE

Mme LE FAOU, Présidente titulaire de la CCAF, introduit la séance et constate que le quorum est atteint avec 16 membres à voix délibérative présents (quorum à 11 voix). La commission peut donc valablement délibérer.

Il est proposé de voter à main levée, en l'absence d'avis contraire d'un tiers des membres présents. Il est rappelé que les personnes concernées personnellement lors d'une délibération doivent sortir durant le vote.

Les procès-verbaux des séances de la CCAF rapporteront nominativement les débats et devront être affichés au minimum 15 jours en mairie.

Après un rappel des modalités de prise de parole et la nécessité de se présenter, Mme LE FAOU présente les différents points à l'ordre du jour.

Mme LE FAOU laisse la parole aux services techniques du Conseil départemental qui assurent le secrétariat de la commission.

I- SUITE DE LA DERNIERE CCAF

1-1 Modification des membres de la CCAF (nouvel arrêté)

Mme GORIUS fait un point d'information sur les changements de Présidence intervenus fin 2016. Le Président titulaire (M. LE COULS) ayant eu des ennuis de santé, sa suppléante (Mme PENTHER) a assuré son remplacement lors de la dernière CCAF. Mme PENTHER n'ayant plus le statut de commissaire enquêteur en 2017, le tribunal de grande instance de Quimper a désigné une nouvelle Présidente de la CCAF : Mme LE FAOU. Celle-ci a également mené les permanences durant la consultation des propriétaires.

1-2 Rappel des travaux de la CCAF

Mme GORIUS procède à un rappel de la démarche réalisée par la CCAF. La première séance d'installation du 22 juin 2016 avait permis à chaque membre de prendre connaissance du contexte et de la procédure de mise en valeur des terres incultes sur initiatives publiques. Le code rural prévoit (article L.125-5 et R.125-6) que la CCAF « dresse l'état des fonds incultes ou manifestement sous exploités et l'état des parcelles dont elle juge la mise en valeur agricole, pastorale ou forestière possible ou opportune ». Cette première séance avait également permis de définir une méthode de travail et un calendrier et de mettre en évidence la nécessité d'élaborer des critères pour définir l'état des parcelles et les remises en valeur possibles ou opportunes.

Début septembre 2016, lors de trois journées sur le terrain, le groupe de travail de la CCAF (titulaires et suppléants) a arpenté trois îlots « tests » afin d'élaborer une doctrine visant à établir l'état des fonds et les possibilités de remise en valeur, à partir de critères terrains objectifs observables *in situ*.

De la fin septembre à la mi-octobre 2016, lors de six demi-journées, l'application de cette doctrine a été réalisée sur l'ensemble des parcelles des périmètres de remise en valeur par des membres volontaires de la CCAF, appuyés par un technicien du Département. Sur le terrain, les parcelles cadastrales ont été repérées par GPS (global positioning system).

Le 25 novembre 2016, une réunion publique a été organisée pour expliquer la procédure, le travail de la CCAF et les échéances futures. 150 personnes environ étaient présentes.

Le 9 décembre 2016, la CCAF s'est réunie une seconde fois en séance plénière afin d'approuver le projet d'état des fonds et sa mise à consultation en janvier.

Enfin, la consultation à destination des propriétaires s'est déroulée du 10 janvier au 10 février 2017. La Présidente de la CCAF y a assuré les permanences et a établi un rapport de la consultation, remis en séance à chaque membre de la CCAF (hors annexes).

La séance actuelle a pour objectif de prendre connaissance des observations portées lors de cette consultation et de définir l'état parcellaire définitif. Il s'agit de la fin de l'étape de définition locale de l'état parcellaire.

Dans la suite de la procédure, le Conseil départemental pourra arrêter l'état parcellaire définitif après avis de la Commission départementale d'aménagement foncier. Celle-ci doit se réunir le 27 avril 2017. La session plénière du Département est prévue le 22 juin 2017. Si le Département se prononce favorablement, le dossier sera transmis au Préfet à l'été 2017.

Mme MAIZA demande qui vote concrètement le 22 juin 2017 ?

Mme GORIUS répond qu'il s'agit de l'ensemble des 54 élus du Conseil départemental, réunis lors d'une « session plénière ».

II- PRESENTATION DU RAPPORT DE CONSULTATION SUR L'ETAT DES FONDS

2-1 Déroulement de la consultation

Mme GORIUS indique, en ce qui concerne la notification aux propriétaires, que 464 courriers en Recommandé avec Accusé de Réception (RAR) ont été envoyés fin 2016 par le Conseil départemental qui assure le secrétariat de la CCAF. Ce courrier contenait :

- l'avis de consultation et un courrier explicatif ;
- une note d'information précisant l'objectif de la procédure, les étapes réalisées et le travail mené par la CCAF ;
- un relevé de propriété.

Lors de cet envoi, 97 RAR n'ont pas été remis aux propriétaires (défaut d'adresse, décès, pli avisé mais non réclamé...). Ces courriers ont été mis à disposition en mairie durant la consultation et 8 RAR y ont été réclamés, souvent par des descendants des propriétaires.

Au final, 89 RAR représentant autant de comptes de propriétés n'ont pas été remis avant ou pendant la consultation, soit 19 % du total des RAR envoyés. Ces 89 RAR sont constitués principalement de comptes mono-parcellaires (une seule parcelle comprise dans la procédure) et représentent 127 parcelles sur 1 251 au total et environ 10 hectares sur 120 dans les périmètres.

Mme LE FAOU indique que lors de la consultation d'un mois, le dossier (comprenant le mémoire justificatif, le registre parcellaire et les plans) et le registre de consultation ont été accessibles en mairie durant les heures d'ouverture. En dehors des permanences, l'affluence y a été quasi-nulle.

Mme LE FAOU a reçu de 20 à 30 personnes à chacune des 8 demi-journées de permanence où elle était présente, assistée de techniciens du Conseil départemental. Au total, elle a reçu environ 200 personnes. L'ambiance de la consultation était bonne et il lui semble que chacun a pu s'exprimer. La plupart des propriétaires ont préféré les échanges directs et faire part de leurs observations par oral plutôt qu'écrire quelque chose sur le registre.

2-2 Prise de connaissance des observations recueillies

Mme LE FAOU indique que son rapport reprend intégralement les observations recueillies lors de la consultation. Les observations ont été néanmoins rendues anonymes, car il y avait parfois des éléments familiaux et personnels dans les discussions. Toutes les références à des noms propres ont été enlevées. Seules les mentions de numéros de comptes de propriétés demeurent.

Au total, 228 observations ont été formulées durant la consultation :

- 131 observations orales ;
- 45 observations notées au registre. La plupart de ces personnes n'ont pas rencontré au préalable Mme LE FAOU lors de ses permanences.
- 31 courriers ont été reçus pendant la consultation et 21 courriers supplémentaires se sont ajoutés jusqu'au 18 février (délai de réception de 8 jours après la consultation prévue par le code rural).

Certaines personnes ont formulé plusieurs observations (exemple : une personne ayant émis une observation à l'oral lors d'une permanence, suivie d'un courrier). Au total, 194 comptes de propriétés ont été représentés, soit 41,4 % du total. 58,6 % des comptes ne sont donc pas représentés.

Sur les 200 personnes environ reçues en permanence, Mme LE FAOU considère qu'une trentaine d'entre elles était en opposition totale au projet. Cumulé aux courriers reçus et aux observations portées au registre, environ 50 personnes se sont vivement manifestées contre le projet (soit environ 28 % des personnes intéressées par celui-ci).

Mme MAIZA demande ce qu'il est prévu de faire concernant les personnes qui ne se sont pas manifestées ?

Mme LE FAOU explique que la procédure va se poursuivre et qu'elle ne prévoit pas une recherche des propriétaires plus poussée. La procédure de mise en valeur des terres incultes n'est pas une procédure foncière, elle n'est pas destinée à modifier la propriété existante.

Mme MAIZA demande aussi ce qui se passe pour les personnes âgées ou malades qui n'ont pas pu venir chercher leurs courriers ou n'ont pas pu venir à la consultation ?

Mme LE FAOU répond qu'il était indiqué dans les courriers qu'il y avait une possibilité de se faire représenter lors de la consultation, ce que beaucoup de personnes ont fait.

Mme MAIZA estime que certains propriétaires n'ont peut-être pas compris qu'il fallait répondre à ce courrier. Elle connaît des propriétaires qui n'ont pas eu leurs courriers et propose de faire des recherches pour qu'on puisse quand même leur redonner. Elle demande s'il serait possible d'avoir la liste des propriétaires dont les courriers n'ont pu être remis pour essayer de les retrouver et de ceux qui n'ont pas répondu.

Mme GORIUS rappelle que la procédure est encadrée par le code rural et que celui-ci prévoit une méthode pour informer les propriétaires de la consultation (*Nb : le courrier recommandé*). On ne peut pas sortir de la méthode donnée par le code rural sinon on risque de privilégier certains propriétaires vis-à-vis d'autres et d'avoir un traitement inégalitaire. Il n'est pas possible non plus de transmettre des listes nominatives.

Les propriétaires auront néanmoins d'autres occasions de s'exprimer puisque, si leurs parcelles restent dans la procédure, ils auront aussi une notification du Préfet à laquelle ils pourront répondre. La consultation n'est qu'une étape. Par ailleurs, pour les propriétaires dont l'adresse ou l'identité n'a pu être retrouvée, le Préfet peut faire nommer un mandataire chargé de les représenter.

M. LHYVER déduit qu'en additionnant les propriétaires venus à la consultation et les RAR non remis aux propriétaires, il y a 35 % de propriétaires « sourds muets ». Ont-ils encore la possibilité de se manifester en mairie ?

M. LE PENNEC répond qu'ils peuvent toujours venir s'exprimer en mairie.

Mme GORIUS indique que la consultation est terminée mais que le PV de la CCAF avec tous les éléments cartographiques sera affiché en mairie et qu'il peut être judicieux de le conserver à disposition du public durant toute la durée de la procédure pour que les personnes puissent venir s'informer. Ces éléments seront aussi en ligne sur le site internet du Département.

Mme GORIUS reprend la présentation. Concernant le traitement de ces 228 observations, leur contenu est assez divers, avec parfois plusieurs thématiques (exemple : une personne confirme le classement réalisé, mais indique des erreurs au cadastre, et précise qu'elle est favorable au projet mais à condition qu'il s'agisse d'agriculture biologique...). C'est pourquoi un tri par thématique de ces observations a été effectué. Les chiffres donnés sont à prendre avec précaution, étant donné la difficulté à interpréter parfois les souhaits des propriétaires. Les principaux chiffres sur ces observations sont présentés :

- 170 observations ont porté sur l'état parcellaire, soit en confirmant le classement réalisé, soit en demandant un reclassement pour différents motifs (ex : les parcelles sont exploitées ou les parcelles vont être exploitées directement par le propriétaire...) ;
- 126 observations ont porté directement sur la procédure (accord sur cette procédure, accord sous condition, opposition) ;
- 90 observations environ ont porté sur d'autres thèmes (exemple : souhait d'avoir des exploitants biologiques sur les parcelles, informations sur des décès et/ou des successions, indication de terrains de loisirs, questions sur les accès, indications de vente/achat...).

De manière globale, la très grande majorité des observations n'a pas remis en cause le classement élaboré par la CCAF. De nombreuses thématiques ont été abordées, souvent avec des questions faisant suite aux articles de presse parus durant la consultation. Ainsi, des propriétaires se demandaient qui devrait assurer le coût du défrichement et/ou des équipements nécessaires au développement d'activités agricoles.

Par ailleurs, en dehors de la période de consultation, une pétition de 115 signatures « Fiches littorales, pour un projet Humain, local et bio » a été remise à la Présidente de la CCAF, initiée par le collectif « Moëlan ma Terre je la préserve ».

M. COIC demande si les 115 pétitionnaires sont intégralement des propriétaires ?

M. LE DREZEN répond que cette information n'est pas disponible dans la pétition, il s'agit d'une liste de noms et de signataires dont le statut n'est pas indiqué. On ne sait donc pas combien de propriétaires sont signataires.

Les différentes statistiques présentées et issues du rapport de la Présidente de la CCAF sont, sur accord de la CCAF, annexées à ce présent procès-verbal :

- **Annexe 1 « Statistiques de la consultation relative au projet d'état des fonds incultes ou manifestement sous-exploités (10 janvier au 10 février 2017) ».**

III- EXAMEN DES OBSERVATIONS

3-1 Modalités de réponse

La CCAF a d'abord défini ses modalités d'examen des observations, après discussions en groupe de travail.

La commission n'a pas soulevé de difficultés pour examiner les observations concernant la confirmation du classement d'état parcellaire (avec en conséquence le maintien du classement). Concernant les observations demandant un reclassement des parcelles pour des motifs d'erreur de classement, de terrains déjà exploités ou de terrains avec un usage qui n'aurait pas été vu par la commission, la commission a décidé un examen observation par observation et a choisi d'informer individuellement les demandeurs concernés des avis rendus.

Par contre, la CCAF s'est interrogée sur la meilleure manière de prendre en compte les observations qui ne relevaient pas directement de l'état parcellaire : observations concernant le souhait de reprise ultérieure des parcelles par les propriétaires, les oppositions à la procédure, les accords sous conditions...etc.

Une délibération spécifique intitulée « Modalités de prise en compte des observations hors état des fonds, émises lors de la consultation relative au projet d'état des fonds incultes ou manifestement sous-exploités » a été débattue en séance.

Cette délibération portant sur trois points, la commission a souhaité amender et voter chaque point séparément.

Mme LE FAOU, après avoir fait sortir les 2 personnes non membres de la commission (Mme ENIZAN, M. LE DREZEN) a fait procéder au vote de la façon suivante :

Le point 1/ où la CCAF « propose qu'à l'état des fonds soit joint un bilan de la consultation en rajoutant pour chaque parcelle concernée différentes informations » (*souhait de remise en valeur et d'exploitation par le propriétaire ; « opposition à la procédure » ; « terres exploitées sans autorisation » ; « propriétaires ou indivisaires dont l'adresse n'a pu être déterminée » ; « favorable à la procédure avec ou sans condition »*) et en demandant au Préfet de retirer certaines parcelles de la procédure et de nommer un mandataire, a été mis au vote et **adopté par** :

- **15 voix pour**
- **1 voix contre**
- **0 abstention**

Le point 2/ où la CCAF « souhaite informer le Conseil départemental et le Préfet que de nombreux propriétaires ou indivisaires ont émis le souhait d'avoir des exploitants en agriculture biologique sur leurs parcelles et propose de tenir compte autant que possible de ces souhaits dans l'attribution des autorisations d'exploiter » a été mis au vote et **adopté par** :

- **13 voix pour**
- **1 voix contre**
- **2 abstentions**

Le point 3/ où la CCAF porte différentes informations à connaissance du public (*sur l'absence de frais pour les propriétaires, la réglementation concernant les dépôts d'ordures, les périodes de défrichements, les plantations*) a été mis au vote et **adopté par** :

- **15 voix pour**
- **0 voix contre**
- **1 abstention**

En conclusion les modalités de prise en compte des observations sont adoptées, selon la délibération en :

- **Annexe 2 « Modalités de prise en compte des observations hors état des fonds, émises lors de la consultation », qui fait l'objet d'une cartographie spécifique dans les plans n°3 « bilan de la consultation ».**

3-2 Examen des demandes de modifications de l'état parcellaire et de remise en valeur

Plans à l'appui, les observations demandant une modification de l'état parcellaire et/ou de remise en valeur sont examinées une par une par la commission et font l'objet d'un avis. Les propositions d'avis ont été établies en groupe de travail de la commission.

Mme GORIUS fait lecture des propositions d'avis sur chacune de ces demandes.

Après débat, différents rajouts et/ou précisions sont proposés par des membres de la commission et approuvés par l'assemblée.

Mme LE FAOU, après avoir pris note des modifications, propose de passer au vote concernant les avis de la CCAF sur les observations demandant un reclassement des fonds. Elle fait sortir les personnes non membres de la commission (Mme ENIZAN, M. LE DREZEN) et un membre de la commission directement concerné par un avis (M. LE BIHAN). Cette délibération est **adoptée par** :

- **13 voix pour**
- **1 voix contre**
- **1 abstention**

Les avis de la CCAF sur les observations demandant un reclassement des fonds sont adoptés et présentés en :

- **Annexe 3 « Avis de la commission communale d'aménagement foncier de Moëlan-sur-Mer sur les observations concernant les thématiques soumises à la consultation : demandes de reclassements des fonds ou signalement d'erreurs »**

Ces avis seront envoyés à chaque propriétaire concerné.

IV- VOTE DE L'ETAT PARCELLAIRE (ETAT DES FONDS)

4-1 Eléments du paysage à préserver

La CCAF du 9 décembre 2016 avait pris une délibération sur les éléments du paysage à préserver (murets, talus...) repérés sur le terrain.

Lors de la consultation, un muret supplémentaire a été signalé par un propriétaire. Il est rajouté au plan n°2 « Parcelles ou parties de parcelles à remettre en valeur et éléments paysagers à préserver » sur la planche 1.

Mme le FAOU soumet au vote de la CCAF la délibération concernant l'adoption définitive des éléments du paysage à préserver, après avoir fait sortir les personnes non membres de la CCAF (Mme ENIZAN, M. LE DREZEN). Cette délibération est **adoptée par** :

- **15 voix pour**
- **0 voix contre**
- **1 abstention**

Les éléments du paysage à maintenir sont adoptés selon la délibération en :

- **Annexe 4 « Eléments du paysage à maintenir », repris dans les plans n°2 « Parcelles ou parties de parcelles à remettre en valeur et éléments paysagers à préserver ».**

4-2 Adoption de l'état des fonds

Le projet d'état parcellaire définitif est présenté, il comporte :

- Une liste des parcelles avec leur classement dans les catégories « état des fonds » « type de remise en valeur possible ou opportune »
- Les exemples de plans correspondants.

Ce projet n'appelle pas de remarques des membres de la CCAF.

Mme le FAOU soumet au vote de la CCAF la délibération concernant l'adoption de l'état des fonds, après avoir fait sortir les personnes non membres de la CCAF (Mme ENIZAN, M. LE DREZEN). Cette délibération est **adoptée par** :

- **15 voix pour**
- **0 voix contre**
- **1 abstention**

L'état des fonds est dressé selon la délibération présentée en :

- **Annexe 5 : « Etat des fonds incultes ou manifestement sous-exploités », repris dans un tableau d'état parcellaire et dans les plans n°1 « Etat des fonds » et n°2 « parcelles ou parties de parcelles à remettre en valeur et éléments paysagers à préserver ».**

Les membres de la commission sont informés que le dossier qui sera transmis au Conseil départemental et au Préfet comprendra le dossier de consultation, le rapport de Mme la Présidente de la CCAF, les Procès-verbaux et délibérations de la CCAF et l'ensemble des plans correspondants.

V- POINTS DIVERS

Mme BEGUE, agent du Conseil départemental au service des espaces naturels sensibles, informe la commission que le Département est propriétaire d'une vingtaine d'hectares de terrains agricoles à Plaçamen. L'agriculteur qui les exploite a informé le Département de son souhait d'arrêter leur exploitation.

M. PERON demande si ces parcelles sont exploitées en agriculture biologique ?

Mme BEGUE indique qu'elles sont exploitées en conventionnel, mais ces terrains étant propriété du Département au titre des espaces naturels sensibles, un cahier des charges est à respecter.

Mme GORIUS estime que ces terres situées à quelques kilomètres pourraient en effet faciliter l'installation de nouveaux agriculteurs et faciliter la procédure de remise en valeur des terres incultes.

Mme GORIUS reprend un point concernant l'information des propriétaires. Le groupe de travail de la CCAF avait proposé qu'un courrier de la Présidente de la CCAF leur soit adressé pour leur indiquer que, s'ils souhaitaient connaître les résultats de la consultation, il fallait qu'ils prennent connaissance du PV de la présente CCAF où seront affichés les plans définitifs et le classement de chaque parcelle.

Un projet de courrier est montré à l'écran, qui n'appelle pas de remarques des membres de la CCAF. Il est convenu d'adresser ce courrier en envoi simple à tous les propriétaires, même ceux dont les recommandés n'ont pas trouvé de destinataires, afin de faciliter l'information du plus grand nombre.

Mme GORIUS présente le calendrier prévisionnel de la suite de la procédure:

- pour la procédure sous la responsabilité du Département :
 - 27 avril 2017 : avis de la commission départementale d'aménagement foncier ;
 - Juin 2017 : réunion publique d'information à destination des moëlanais, organisée par la mairie ;
 - 22 juin 2017 : délibération du Département pour arrêter l'état parcellaire et transmission au Préfet ;

- pour la procédure sous la responsabilité du Préfet
 - Septembre/octobre 2017 : notification de l'état parcellaire à chaque propriétaire, valant mise en demeure ;
 - Délai pour préparation des candidatures agricoles ;
 - Printemps 2018 : publicité foncière ;
 - Avant été 2018 : instruction des demandes d'autorisations d'exploiter et examen en commission départementale d'orientation agricole (CDOA) ;
 - Été 2018 : délivrance des autorisations d'exploiter ;
 - Hiver 2018/2019 : travaux de défrichements et remise en culture.

Ce calendrier reste prévisionnel et indicatif et dépend des avancées lors de chacune de ces étapes. Des choix restent à faire sur les modalités de mise en publicité des terrains à remettre en valeur et les appels à candidatures agricoles (mise en publicité de tous les terrains à la fois ou en plusieurs étapes et par secteurs ?).

Mme GORIUS indique qu'il s'agit normalement ce jour de la dernière réunion de la CCAF prévue par le code rural, avant la révision de l'état parcellaire qui doit avoir lieu tous les trois ans.

M. LE PENNEC intervient en rappelant qu'il avait demandé au Département en 2014 de mettre en place cette procédure. Il avait, dès son début de mandat, exposé aux moëlanais ce projet de

reconquête des friches et de développement économique. 2014 - 2019, c'est un projet qui mettra 5 ans à aller au bout. Si en 2019 on peut sabler le champagne dans des terrains remis en valeur par les agriculteurs, ce sera très bien. Il remercie en tout cas le Département d'avoir lancé ce projet et les membres de la CCAF d'y avoir participé.

M. JAFFRE répond que le Département a maintenant un projet alimentaire de territoire dans lequel cette action est intégrée. Comme toute procédure nouvelle, la mise en valeur des terres incultes est un peu difficile et complexe, mais elle ira au bout et ouvrira la voix pour d'autres secteurs du Département qui connaissent les mêmes problématiques. M. JAFFRE remercie aussi tous les membres qui ont participé aux travaux.

Constatant que l'ordre du jour est épuisé, Mme LE FAOU demande si des membres de la commission ont des questions ?

M. LHYVER a une question sur la communication du procès-verbal : celui-ci sera affiché en mairie à partir de quand et pendant combien de temps ?

Mme GORIUS répond qu'il faut prévoir environ 15 jours pour rédiger et faire signer le procès-verbal et quelques jours encore pour l'envoyer à affichage. Le code rural prévoit ensuite un affichage en mairie pendant au minimum 15 jours, mais rien n'empêche de laisser le PV affiché ou à disposition en mairie durant toute la durée de la procédure. Il sera aussi sur le site internet du Département.

Mme MAIZA demande qui choisit au final les agriculteurs ?

Mme GORIUS indique que le choix final revient au Préfet, qui attribue les autorisations d'exploiter après avis de la CDOA (Commission Départementale d'Orientation Agricole).

Mme LE FAOU remercie les membres présents et conclut la séance.

Fin de la séance à 12h45.

**La Secrétaire de la Commission
communale d'aménagement foncier de
Moëlan-sur-Mer**

**La Présidente de la Commission
communale d'aménagement foncier de
Moëlan-sur-Mer**

PV conforme à l'original signé

PV conforme à l'original signé

Laure GORIUS

Jocelyne LE FAOU

ANNEXE 1 au PV de la CCAF du 8 mars 2017

Statistiques de la consultation relative au projet d'état des fonds incultes ou manifestement sous-exploités (10 janvier 2017 au 10 février 2017)

Courriers indiquant la consultation aux propriétaires

- 464 Recommandés envoyés fin 2016 pour 468 comptes de propriétés dans les périmètres de remise en valeur. Chaque compte peut appartenir à un propriétaire (personne physique ou société) ou à plusieurs indivisaires.
- 89 Recommandés non remis (décès, défaut d'adresse, plis non retirés...)

Durant la consultation

- Environ 200 personnes reçues en mairie lors des 8 demi-journées de permanence
- 228 observations formulées dont :
 - 131 observations orales ;
 - 45 observations notées au registre ;
 - 52 courriers
- 194 comptes de propriétés représentés soit 41,4 % des 468 comptes de propriétés représentés et 58,6 % non représentés à la consultation.

Classement des avis (une observation peut contenir plusieurs avis sur différents thèmes).

▪ 170 avis concernant l'état des fonds :

Avis concernant l'état parcellaire	nombre
Confirmation classement	78
Accord classement sous condition	5
Confirmation classement partiel	6
Demande reclassement terrain cultivé sans autorisation à intégrer au projet	3
Erreur classement état des fonds	3
Demande reclassement car parcelle déjà exploitée	9
Demande reclassement car parcelle déjà exploitée Demande reclassement partiel pour exploitation directe	1

Demande reclassement partiel pour exploitation directe Confirmation classement partiel	16
Demande reclassement partiel pour exploitation directe	5
Demande reclassement pour exploitation directe	26
Personne venue se renseigner. Pas d'observation formelle	18
Total général	170

- **126 avis concernant la procédure de mise en valeur des terres incultes**

Thème	Nombre d'avis
Accord procédure	52
Accord procédure sous condition	20
Opposition à la procédure	54
Total général	126

- **90 avis concernant d'autres thèmes**

Avis hors état parcellaire	Nombre d'avis
Souhait exploitant biologique ou souhait pas de désherbant sur les parcelles	24
Décès succession (<i>le propriétaire porté au fichier cadastral est décédé</i>)	15
Constructibilité terrain (<i>souhait de conserver les terrains pour qu'ils soient constructibles ou contre la procédure car ont perdu la constructibilité de certains terrains</i>)	7
Terrains loisirs (<i>souhait de conserver les terrains pour loisirs</i>)	4

Question sur frais ou souhait que pas de frais pour propriétaire	5
Vente / achat (<i>souhait de vendre ou d'acheter</i>)	3
Talus / murets (<i>maintien</i>)	3
Bornages (<i>maintien des bornages, qui va border?</i>)	2
Parcelle exploitée sans autorisation	3
Accès / sentiers (<i>difficultés d'accès, maintien ou suppression de sentiers</i>)	4
Bail / fermage	2
Déchets verts (<i>parcelles utilisées pour leur stockage</i>)	2
Demande à être entendu par CCAF (<i>avant le classement</i>)	1
Demande de rencontre avec M le Préfet	1
Impossibilité de se rendre à la consultation ou de se faire représenter	1
N'a pas reçu de RAR ?	1
Numéro parcelles acte propriété différentes de celles du relevé parcellaire	1
Procédure (<i>souhait que le travail de la CCAF soit acté par le conseil municipal</i>)	1
Propriétaire non identifié	1
Parkings (<i>utilisation des parcelles comme parking</i>)	3
Transmission fiche d'autorisation de représentation	1
Problèmes circulation engins	1
Non classable	4
Total général	90

Post consultation

Pétition du collectif « Moëlan ma terre, je la préserve » pour un « Projet humain, local et bio » remise à la Présidente de la CCAF le 01/03/17 (115 signatures).

ANNEXE n°2 au PV de la CCAF du 8 mars 2017

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS COMMISSION COMMUNALE D'AMENAGEMENT FONCIER DE MOELAN- SUR-MER

Modalités de prise en compte des observations hors état des fonds, émises lors de la consultation relative au projet d'état des fonds incultes ou manifestement sous-exploités

VU le classement des parcelles réalisé sur des îlots-tests par la sous-commission les 2 septembre 2016, 9 septembre 2016 et 16 septembre 2016,

VU le classement des parcelles effectué avec l'aide de la sous-commission de la CCAF du 21 septembre 2016 au 12 octobre 2016,

VU les critères adoptés le 9 décembre 2016 par la CCAF pour déterminer l'état d'inculture, de sous-exploitation, ou d'exploitation des fonds et dresser l'état des parcelles dont la mise en valeur agricole, pastorale ou forestière est jugée possible ou opportune.

VU le projet d'état des fonds incultes approuvé par la CCAF du 9 décembre 2016,

VU la décision de la CCAF du 9 décembre 2016 de mise à consultation du projet,

VU la consultation sur le projet d'état des fonds incultes ou manifestement sous-exploités sur une partie de la commune de Moëlan sur Mer qui s'est déroulée du mardi 10 janvier 2017 au vendredi 10 février 2017,

VU le rapport de consultation de Mme la Présidente de la CCAF,

La commission communale d'aménagement foncier de Moëlan-sur-Mer, après en avoir débattu et délibéré,

1/ PROPOSE qu'à l'état des fonds soit joint un bilan de la consultation qui sera affiché en mairie et transmis au Conseil départemental et au Préfet du Département, selon le tableau et les modalités suivantes :

C/ bilan de la consultation		
Avis émis en consultation	Observations portant sur	Propositions de la CCAF au Conseil départemental et au Préfet
8- Souhait de remise en valeur et d'exploitation par le propriétaire	Parcelles dont les propriétaires ou indivisaires ont exprimé le souhait d'une remise en valeur et d'une exploitation directe de leurs parcelles.	La CCAF propose le maintien de ces parcelles dans la procédure et suggère, en application du code rural, que les propriétaires soient mis en demeure de mettre en valeur leur fond (leurs parcelles). Les propriétaires auront deux mois pour faire connaître au Préfet s'ils s'engagent effectivement à mettre en valeur leur fond eux même dans un délai d'un an, ou s'ils renoncent à le faire. L'absence de réponse vaut acceptation de la procédure de mise en valeur.
9- Opposition à la procédure	Parcelles dont les propriétaires ou indivisaires ont indiqué s'opposer à la procédure.	La CCAF propose au Préfet de retirer ces parcelles de la procédure. Elle suggère qu'un courrier d'information indiquant que leurs parcelles sont retirées de la procédure soit envoyé par le Préfet aux propriétaires concernés, en rappelant leur obligation d'entretien des parcelles.
10 - Terres exploitées sans autorisation	Parcelles pour lesquelles le propriétaire ou les indivisaires ont signalé une exploitation des terrains sans qu'un accord oral ou écrit ait été donné	Ces terrains, qui ne sont pas en friche, ne peuvent être intégrés à la procédure. La CCAF suggère une vigilance du Conseil départemental et du Préfet sur ces situations. Un règlement amiable est à rechercher entre le propriétaire et l'utilisateur non autorisé des terrains.
11- Propriétaires ou indivisaires dont l'adresse n'a pu être déterminée	Parcelles pour lesquelles le courrier recommandé destiné au(x) propriétaire(s) ou indivisaires n'a pu être remis.	La CCAF suggère la nomination d'un mandataire chargé de représenter les propriétaires ou indivisaires dont l'identité ou l'adresse n'a pu être déterminée, conformément à l'art L125-2 du code rural.
12- Accord procédure, avec ou sans conditions	Parcelles pour lesquelles les propriétaires ou indivisaires ont exprimé un accord sur la procédure ou un accord sous condition.	La CCAF souhaite informer le Département et le Préfet de l'accord de ces propriétaires.

Ce bilan de la consultation fait l'objet d'un classement spécifique dans le tableau d'état parcellaire (colonne « bilan de la consultation ») annexé aux présentes décisions avec la numérotation suivante : n°8 « souhait de remise en valeur et d'exploitation par le propriétaire », n°9 « opposition à la procédure – retrait des parcelles proposé au Préfet », n°10 « terres exploitées sans autorisation », n°11 « propriétaires ou indivisaires dont l'identité ou l'adresse n'a pu être déterminée » et n°12 « accord procédure avec ou sans

condition » et d'une cartographie dans le plan n°3 « bilan de la consultation », planches 3-1 à 3-12, annexées à la présente décision.

Adoption du point 1 par la CCAF du 08/03/17 :

- **15 voix pour**
- **1 voix contre**
- **0 abstention**

2/ SOUHAITE INFORMER le Conseil départemental et le Préfet que de nombreux propriétaires ou indivisaires ont émis le souhait d'avoir des **exploitants en agriculture biologique sur leurs parcelles** et **PROPOSE** de tenir compte autant que possible de ces souhaits dans l'attribution des autorisations d'exploiter.

Adoption du point 2 par la CCAF du 08/03/17 :

- **13 voix pour**
- **1 voix contre**
- **2 abstentions**

3/ SOUHAITE INFORMER le public

- **que les frais** liés au développement d'une activité agricole sur une parcelle (défrichage, clôtures, adduction d'eau, autres équipements ...) **incombent au locataire** et non aux propriétaires ou indivisaires des parcelles ;
- que **tout dépôt sauvage d'ordures ou de détritiques de quelque nature que ce soit (y compris déchets verts) est interdit - de même que leur brûlage** à l'air libre (*sauf dérogations du maire*) (article 84 du règlement sanitaire départemental - RSD) ;
- que le **défrichage de terrains est autorisé** dans les périmètres, mais doit être pratiqué **hors période de nidification et de reproduction de la faune**, soit plutôt en automne et hiver (**octobre à février**) ;
- que les plantations d'arbres sont autorisées. Il est conseillé d'utiliser si possible des essences locales (feuillus). Le centre national de la propriété forestière peut conseiller les propriétaires.

Adoption du point 3 par la CCAF du 08/03/17 :

- **15 voix pour**
- **0 voix contre**
- **1 abstention**

**La Secrétaire de la Commission
communale d'aménagement foncier
de Moëlan-sur-Mer**

**La Présidente de la
Commission communale
d'aménagement foncier de
Moëlan-sur-Mer**

PV conforme à l'original signé

PV conforme à l'original signé

Laure GORIUS

Jocelyne LE FAOU

ANNEXE n°3 au PV de la CCAF du 8 mars 2017

Avis de la commission communale d'aménagement foncier de Moëlan-sur-Mer sur les observations concernant les thématiques soumises à la consultation : demandes de reclassement des fonds ou signalement d'erreurs

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
COMMISSION COMMUNALE D'AMENAGEMENT FONCIER

COMMUNE DE MOELAN-SUR-MER

Procès-verbal de la séance du 8 mars 2017

N° d'observation(s) : CO6 et O023*

formulée par : [REDACTED]

* R (registre) C (courrier, courriel) - O (observation orale)

N° de compte(s) de propriété(s) concerné(s) : 61

Identifiant(s) : _C00959

Après examen de votre observation à la consultation relative au projet d'état des fonds incultes ou manifestement sous-exploités sur la commune de Moëlan-sur-Mer :

Observation portant sur les points suivants	Avis de la commission
<p>CO6 : « Les propriétaires contestent le classement du terrain BP 385 en « 1-friche », s'agissant d'un jeune verger entretenu, avec photos à l'appui. »</p> <p>O023 : « La propriétaire a apporté des photos et une note qui précise que comme la parcelle est plantée de pommiers, c'est un verger, elle demande de l'exclure de la procédure. »</p>	<p>La commission, après examen, adopte les modifications suivantes : reclassement de la parcelle BP 385 en catégorie « 3 » (exploité) dans l'état des fonds et en catégorie « 7 » (non-concerné) dans le mode de remise en valeur proposé.</p> <p>Pièce-jointe : nouveau relevé de propriété</p>

Commission départementale d'aménagement foncier : si vous souhaitez contester le présent avis de la commission communale d'aménagement foncier, vous pouvez, selon l'article R125-7 du code rural et de la pêche maritime présenter à la commission départementale d'aménagement foncier (CDAF) vos observations et réclamations. La CDAF peut vous entendre si vous le demandez par lettre adressée à son Président (coordonnées ci-dessous). L'avis de la CDAF sera transmis au Préfet et au Conseil départemental. La CDAF du Finistère se réunira le 27 avril 2017. Merci de vous assurer que vos courriers éventuels seront parvenus au Président de la CDAF avant le 20 avril 2017 et de réserver la date du 27 avril si vous souhaitez être entendus.

<p>Pour tous renseignements Secrétariat de la Commission communale d'aménagement foncier :</p> <p>Mme Laure GORIUS Secrétaire de la Commission communale d'aménagement foncier de Moëlan-sur-Mer Conseil départemental du Finistère DDEI - service agriculture 32 boulevard Dupleix CS 29029 29196 QUIMPER cedex Tel : 02.98.76.20.35 Courriel : agriculture@finistere.fr</p>	<p>Pour saisir la CDAF, adressez vos courriers à :</p> <p>M. Pierre RANNOU Président de la Commission départementale d'aménagement foncier du Finistère. Conseil départemental du Finistère DDEI- service agriculture 32 boulevard Dupleix CS 29029 29196 QUIMPER cedex Courriel : agriculture@finistere.fr</p>
--	---

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
COMMISSION COMMUNALE D'AMENAGEMENT FONCIER

COMMUNE DE MOELAN-SUR-MER

Procès-verbal de la séance du 8 mars 2017

N° d'observation(s) : O126*

formulée par : [REDACTED]

* R (registre) C (courrier, courriel) - O (observation orale)

N° de compte(s) de propriété(s) concerné(s) : 335

Identifiant(s) : _M00559

Après examen de votre observation à la consultation relative au projet d'état des fonds incultes ou manifestement sous-exploités sur la commune de Moëlan-sur-Mer :

Observation portant sur les points suivants	Avis de la commission
O126 : « La parcelle CR 380 - îlot 8 est classée 3 et 7, alors qu'elle n'est pas exploitée. L'erreur est à corriger. Les parcelles 155 et 163 sont classées en 2 et 4. Pour ces parcelles vis à vis du projet, la famille ne tient pas à se prononcer pour l'instant. Ils donneront leur avis au moment de la réception du courrier du Préfet. »	La commission, après examen, adopte les modifications suivantes : reclassement de la parcelle CR 380 en catégorie « 1 » (inculte) dans l'état des fonds et en catégorie « 4 » (agricole) dans le mode de remise en valeur proposé. Pièce-jointe : nouveau relevé de propriété

Commission départementale d'aménagement foncier : si vous souhaitez contester le présent avis de la commission communale d'aménagement foncier, vous pouvez, selon l'article R125-7 du code rural et de la pêche maritime présenter à la commission départementale d'aménagement foncier (CDAF) vos observations et réclamations. La CDAF peut vous entendre si vous le demandez par lettre adressée à son Président (coordonnées ci-dessous). L'avis de la CDAF sera transmis au Préfet et au Conseil départemental. La CDAF du Finistère se réunira le 27 avril 2017. Merci de vous assurer que vos courriers éventuels seront parvenus au Président de la CDAF avant le 20 avril 2017 et de réserver la date du 27 avril si vous souhaitez être entendus.

<p style="text-align:center">Pour tous renseignements Secrétariat de la Commission communale d'aménagement foncier :</p> <p style="text-align:center">Mme Laure GORIUS Secrétaire de la Commission communale d'aménagement foncier de Moëlan-sur-Mer Conseil départemental du Finistère DDEI - service agriculture 32 boulevard Dupleix CS 29029 29196 QUIMPER cedex Tel : 02.98.76.20.35 Courriel : agriculture@finistere.fr</p>	<p style="text-align:center">Pour saisir la CDAF, adressez vos courriers à :</p> <p style="text-align:center">M. Pierre RANNOU Président de la Commission départementale d'aménagement foncier du Finistère. Conseil départemental du Finistère DDEI- service agriculture 32 boulevard Dupleix CS 29029 29196 QUIMPER cedex Courriel : agriculture@finistere.fr</p>
--	--

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
COMMISSION COMMUNALE D'AMENAGEMENT FONCIER

COMMUNE DE MOELAN-SUR-MER

Procès-verbal de la séance du 8 mars 2017

N° d'observation(s) : C02*

* R (registre) C (courrier, courriel) - O (observation orale)

formulée par : [REDACTED]

N° de compte(s) de propriété(s) concerné(s) : 325

Identifiant(s) : _L04239

Après examen de votre observation à la consultation relative au projet d'état des fonds incultes ou manifestement sous-exploités sur la commune de Moëlan-sur-Mer :

Observation portant sur les points suivants	Avis de la commission
C02 : « demande à intégrer au cadastre son terrain en terre agricole. Signale que terrain parfaitement entretenu et boisé de chênes. Refuse par conséquent qu'il change de nature »	La commission, après examen, adopte les modifications suivantes : reclassement de la parcelle BS 145 en catégorie « 2 » (sous exploité) dans l'état des fonds et en catégorie « 6 » (forestier) dans le mode de remise en valeur proposé. Pièce-jointe : nouveau relevé de propriété

Commission départementale d'aménagement foncier : si vous souhaitez contester le présent avis de la commission communale d'aménagement foncier, vous pouvez, selon l'article R125-7 du code rural et de la pêche maritime présenter à la commission départementale d'aménagement foncier (CDAF) vos observations et réclamations. La CDAF peut vous entendre si vous le demandez par lettre adressée à son Président (coordonnées ci-dessous). L'avis de la CDAF sera transmis au Préfet et au Conseil départemental. La CDAF du Finistère se réunira le 27 avril 2017. Merci de vous assurer que vos courriers éventuels seront parvenus au Président de la CDAF avant le 20 avril 2017 et de réserver la date du 27 avril si vous souhaitez être entendus.

<p>Pour tous renseignements Secrétariat de la Commission communale d'aménagement foncier :</p> <p>Mme Laure GORIUS Secrétaire de la Commission communale d'aménagement foncier de Moëlan-sur-Mer Conseil départemental du Finistère DDEI - service agriculture 32 boulevard Duplex CS 29029 29196 QUIMPER cedex Tel : 02.98.76.20.35 Courriel : agriculture@finistere.fr</p>	<p>Pour saisir la CDAF, adressez vos courriers à :</p> <p>M. Pierre RANNOU Président de la Commission départementale d'aménagement foncier du Finistère. Conseil départemental du Finistère DDEI- service agriculture 32 boulevard Duplex CS 29029 29196 QUIMPER cedex Courriel : agriculture@finistere.fr</p>
---	---

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
COMMISSION COMMUNALE D'AMENAGEMENT FONCIER

COMMUNE DE MOELAN-SUR-MER

Procès-verbal de la séance du 8 mars 2017

N° d'observation(s) : O045*

formulée par : [REDACTED]

* R (registre) C (courrier, courriel) - O (observation orale)

N° de compte(s) de propriété(s) concerné(s) : 225 ; 246

Identifiant(s) : _L02184 ; _L02539

Après examen de votre observation à la consultation relative au projet d'état des fonds incultes ou manifestement sous-exploités sur la commune de Moëlan-sur-Mer :

<i>Observation portant sur les points suivants</i>	<i>Avis de la commission</i>
<p>« Le propriétaire possède plusieurs parcelles qu'il n'entretient plus. Pourtant, au dossier la parcelle BW 233 - îlot 17 est mentionnée cultivée. Le propriétaire n'est pas au courant de ce fait, puisque ni lui-même ni aucun membre de sa famille n'est en mesure d'exploiter cette parcelle. C'est pareil pour sa parcelle 291 - îlot 21, entretenue par les voisins. Le propriétaire préférerait que l'intégralité de ses parcelles soit considérée comme inculte ou sous-exploitée et proposée en location à un agriculteur. Idem pour la parcelle 255 - îlot 18. »</p>	<p>La commission, après examen, adopte les modifications suivantes : reclassement des parcelles BO 255 et BW 233 respectivement en catégorie « 1 » (inculte) et « 2 » (manifestement sous-exploité) dans l'état des fonds et en catégorie « 4 » (agricole) dans le mode de remise en valeur proposé.</p> <p>La commission, après examen, maintient le classement initial en catégorie « 3 » (exploité) et « 7 » (non concernée) pour la parcelle BR 291, qui ne répond pas aux critères d'une parcelle inculte ou sous-exploitée. Il vous appartient de vous rapprocher du propriétaire des deux parcelles voisines pour lui signifier votre désaccord s'il exploite votre parcelle sans autorisation.</p> <p>L'information sur l'exploitation de votre parcelle sans autorisation sera transmise au Conseil départemental et au Préfet du Finistère.</p> <p>Pièce-jointe : nouveau relevé de propriété</p>

Commission départementale d'aménagement foncier : si vous souhaitez contester le présent avis de la commission communale d'aménagement foncier, vous pouvez, selon l'article R125-7 du code rural et de la pêche maritime présenter à la commission départementale d'aménagement foncier (CDAF) vos observations et réclamations. La CDAF peut vous entendre si vous le demandez par lettre adressée à son Président (coordonnées ci-dessous). L'avis de la CDAF sera transmis au Préfet et au Conseil départemental. La CDAF du Finistère se réunira le 27 avril 2017. Merci de vous assurer que vos courriers éventuels seront parvenus au Président de la CDAF avant le 20 avril 2017 et de réserver la date du 27 avril si vous souhaitez être entendus.

Pour tous renseignements,
Secrétariat de la Commission communale
d'aménagement foncier :

Mme Laure GORIUS
Secrétaire de la Commission communale
d'aménagement foncier de Moëlan-sur-Mer
Conseil départemental du Finistère
DDEI - service agriculture
32 boulevard Duplex CS 29029
29196 QUIMPER cedex
Tel : 02.98.76.20.35
Courriel : agriculture@finistere.fr

Pour saisir la CDAF,
adressez vos courriers à :

M. Pierre RANNOU
Président de la Commission départementale
d'aménagement foncier du Finistère.
Conseil départemental du Finistère
DDEI - service agriculture
32 boulevard Duplex
CS 29029 29196 QUIMPER cedex
Courriel : agriculture@finistere.fr

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
COMMISSION COMMUNALE D'AMENAGEMENT FONCIER

COMMUNE DE MOËLAN-SUR-MER

Procès-verbal de la séance du 8 mars 2017

N° d'observation(s) : 0046*

* R (registre) C (courrier, courriel) - O (observation orale)

formulée par : [REDACTED]

N° de compte(s) de propriété(s) concerné(s) : 356

Identifiant(s) : _000169

Après examen de votre observation à la consultation relative au projet d'état des fonds incultes ou manifestement sous-exploités sur la commune de Moëlan-sur-Mer :

<i>Observation portant sur les points suivants</i>	<i>Avis de la commission</i>
« Le propriétaire des parcelles BO 217-220-221 et CL 23 sur les îlots 19 et 12 ne souhaite plus cultiver lui-même ses parcelles. Il est donc plutôt favorable à les inclure dans la procédure proposée, même les parcelles BO 217 et 220 classées 3 et 7 et qu'il demande à reclasser en 1 et 4. »	<p>La commission, après examen, adopte les modifications suivantes : reclassement des parcelles BO 217 et 220 en catégorie « 2 » (manifestement sous-exploité) dans l'état des fonds et en catégorie « 4 » (agricole) dans le mode de remise en valeur proposé.</p> <p>La commission, après examen, maintient le classement initial pour les autres parcelles.</p> <p>Pièce-jointe : nouveau relevé de propriété</p>

Commission départementale d'aménagement foncier : si vous souhaitez contester le présent avis de la commission communale d'aménagement foncier, vous pouvez, selon l'article R125-7 du code rural et de la pêche maritime présenter à la commission départementale d'aménagement foncier (CDAF) vos observations et réclamations. La CDAF peut vous entendre si vous le demandez par lettre adressée à son Président (coordonnées ci-dessous). L'avis de la CDAF sera transmis au Préfet et au Conseil départemental. La CDAF du Finistère se réunira le 27 avril 2017. Merci de vous assurer que vos courriers éventuels seront parvenus au Président de la CDAF avant le 20 avril 2017 et de réserver la date du 27 avril si vous souhaitez être entendus.

<p>Pour tous renseignements, Secrétariat de la Commission communale d'aménagement foncier :</p> <p>Mme Laure GORIUS Secrétaire de la Commission communale d'aménagement foncier de Moëlan-sur-Mer Conseil départemental du Finistère DDEI - service agriculture 32 boulevard Duplex CS 29029 29196 QUIMPER cedex Tel : 02.98.76.20.35 Courriel : agriculture@finistere.fr</p>	<p>Pour saisir la CDAF, adressez vos courriers à :</p> <p>M. Pierre RANNOU Président de la Commission départementale d'aménagement foncier du Finistère. Conseil départemental du Finistère DDEI - service agriculture 32 boulevard Duplex CS 29029 29196 QUIMPER cedex Courriel : agriculture@finistere.fr</p>
--	---

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
COMMISSION COMMUNALE D'AMENAGEMENT FONCIER

COMMUNE DE MOELAN-SUR-MER

Procès-verbal de la séance du 8 mars 2017

N° d'observation(s) : R07*

* R (registre) C (courrier, courriel) - O (observation orale)

formulée par : [REDACTED]

N° de compte(s) de propriété(s) concerné(s) : 291

Identifiant(s) : _L03567

Après examen de votre observation à la consultation relative au projet d'état des fonds incultes ou manifestement sous-exploités sur la commune de Moëlan-sur-Mer :

<i>Observation portant sur les points suivants</i>	<i>Avis de la commission</i>
« D'après le relevé de propriété, la parcelle n°320 (îlot 4) sur Kerdoualen n'est pas concernée par la procédure de remise en valeur. Or ce terrain est exploité par une personne inconnue à ce jour. Est-ce qu'il serait possible de faire passer ce terrain en terre inculte pour pouvoir l'intégrer dans la procédure. »	<p>La commission, après examen, maintient le classement initial en « 3 » (exploité) et « 7 » (non concerné) pour la parcelle CT 320 qui ne répond pas aux critères d'une parcelle inculte ou sous-exploitée.</p> <p>L'information sur l'exploitation de votre parcelle sans autorisation sera transmise au Conseil départemental et au Préfet du Finistère.</p> <p>Pièce-jointe : nouveau relevé de propriété</p>

Commission départementale d'aménagement foncier : si vous souhaitez contester le présent avis de la commission communale d'aménagement foncier, vous pouvez, selon l'article R125-7 du code rural et de la pêche maritime présenter à la commission départementale d'aménagement foncier (CDAF) vos observations et réclamations. La CDAF peut vous entendre si vous le demandez par lettre adressée à son Président (coordonnées ci-dessous). L'avis de la CDAF sera transmis au Préfet et au Conseil départemental. La CDAF du Finistère se réunira le 27 avril 2017. Merci de vous assurer que vos courriers éventuels seront parvenus au Président de la CDAF avant le 20 avril 2017 et de réserver la date du 27 avril si vous souhaitez être entendus.

<p>Pour tous renseignements, Secrétariat de la Commission communale d'aménagement foncier :</p> <p>Mme Laure GORIUS Secrétaire de la Commission communale d'aménagement foncier de Moëlan-sur-Mer Conseil départemental du Finistère DDEI - service agriculture 32 boulevard Dupleix CS 29029 29196 QUIMPER cedex Tel : 02.98.76.20.35 Courriel : agriculture@finistere.fr</p>	<p>Pour saisir la CDAF, adressez vos courriers à :</p> <p>M. Pierre RANNOU Président de la Commission départementale d'aménagement foncier du Finistère. Conseil départemental du Finistère DDEI - service agriculture 32 boulevard Dupleix CS 29029 29196 QUIMPER cedex Courriel : agriculture@finistere.fr</p>
---	---

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
COMMISSION COMMUNALE D'AMENAGEMENT FONCIER

COMMUNE DE MOELAN-SUR-MER

Procès-verbal de la séance du 8 mars 2017

N° d'observation(s) : C04 et O013*

formulée par : [REDACTED]

* R (registre) C (courrier, courriel) - O (observation orale)

N° de compte(s) de propriété(s) concerné(s) : 120 ; 121 Identifiant(s) : _G00664 ; _G00665

Après examen de votre observation à la consultation relative au projet d'état des fonds incultes ou manifestement sous-exploités sur la commune de Moëlan-sur-Mer :

Observation portant sur les points suivants	Avis de la commission				
<p>« Le propriétaire demande un reclassement de l'ensemble de ses parcelles en 3- « exploité » et 7- « non concernés », car ses terrains sont utilisés par un exploitant pour produire du foin biologique, ou en repos (1 parcelle), ou en réserve de bois (CR 230). Fournit des photos et des attestations de fauche et mise sous roundballer du foin à l'appui. Il fait la même demande pour les terrains de son frère dont il a mandat.</p>	<p>La commission, après examen, adopte les modifications suivantes : reclassement des parcelles ci-dessous en catégorie « 3 » (exploité) dans l'état des fonds et en catégorie « 7 » (non concerné) dans le mode de remise en valeur proposé :</p> <table border="1" style="margin-left: auto; margin-right: auto;"> <tr> <td style="text-align: center;">Compte 120</td> <td style="text-align: center;">CI 315, 396, CS 152, 158, 177, 203, 385</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">Compte 121</td> <td style="text-align: center;">CI 18, 412, CS 147</td> </tr> </table> <p>La commission, après examen maintient le classement initial des parcelles CS 111 et 203 en catégorie « 3 » (exploité) dans l'état des fonds et en catégorie « 7 » (non concerné) dans le mode de remise en valeur proposé.</p> <p>La CCAF a pris en compte votre souhait de remettre directement en valeur la parcelle CS 230 et en informera le Conseil départemental et le Préfet du Finistère.</p> <p>Pièce-jointe : nouveau relevé de propriété</p>	Compte 120	CI 315, 396, CS 152, 158, 177, 203, 385	Compte 121	CI 18, 412, CS 147
Compte 120	CI 315, 396, CS 152, 158, 177, 203, 385				
Compte 121	CI 18, 412, CS 147				

Commission départementale d'aménagement foncier : si vous souhaitez contester le présent avis de la commission communale d'aménagement foncier, vous pouvez, selon l'article R125-7 du code rural et de la pêche maritime présenter à la commission départementale d'aménagement foncier (CDAF) vos observations et réclamations. La CDAF peut vous entendre si vous le demandez par lettre adressée à son Président (coordonnées ci-dessous). L'avis de la CDAF sera transmis au Préfet et au Conseil départemental.

La CDAF du Finistère se réunira le 27 avril 2017. Merci de vous assurer que vos courriers éventuels seront parvenus au Président de la CDAF avant le 20 avril 2017 et de réserver la date du 27 avril si vous souhaitez être entendus.

Pour tous renseignements,
Secrétariat de la Commission communale
d'aménagement foncier :

Mme Laure GORIUS
Secrétaire de la Commission communale
d'aménagement foncier de Moëlan-sur-Mer
Conseil départemental du Finistère
DDEI - service agriculture
32 boulevard Duplex CS 29029
29196 QUIMPER cedex
Tel : 02.98.76.20.35
Courriel : agriculture@finistere.fr

Pour saisir la CDAF,
adressez vos courriers à :

M. Pierre RANNOU
Président de la Commission départementale
d'aménagement foncier du Finistère.
Conseil départemental du Finistère
DDEI - service agriculture
32 boulevard Duplex
CS 29029 29196 QUIMPER cedex
Courriel : agriculture@finistere.fr

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
COMMISSION COMMUNALE D'AMENAGEMENT FONCIER

COMMUNE DE MOELAN-SUR-MER

Procès-verbal de la séance du 8 mars 2017

N° d'observation(s) : R02 et 021*

* R (registre) C (courrier, courriel) - O (observation orale)

formulée par : [REDACTED]

N° de compte(s) de propriété(s) concerné(s) : 71

Identifiant(s) : _C01438

Après examen de votre observation à la consultation relative au projet d'état des fonds incultes ou manifestement sous-exploités sur la commune de Moëlan-sur-Mer :

Observation portant sur les points suivants	Avis de la commission
<p>« Déclare que la parcelle 279 est actuellement et depuis quelques années entretenue partiellement par un agriculteur bio [apiculteur]. De ce fait, la parcelle doit être laissée en l'état et classée en catégorie 6, voire 7.</p> <p>En ce qui concerne la parcelle 247, celle-ci est classée en "6", des pommiers y sont plantés. De fait la parcelle doit être classée en catégorie "7". »</p> <p>« La parcelle 279 - îlot 22 est actuellement exploitée par un apiculteur qui y a mis des ruches. L'intervenant demande donc à ne pas l'inclure dans la procédure. Idem pour la parcelle 247 - îlot 15 : elle est boisée avec des pommiers. L'intervenant est opposé à la procédure et tient à le mentionner sur le registre sur lequel il dépose ce jour une observation (voir R2). »</p>	<p>La commission, après examen, maintient le classement initial de la parcelle BR 279 et de la parcelle BX 247.</p> <p>Par ailleurs la CCAF a pris en compte votre opposition à la procédure et en informera le Conseil départemental et le Préfet du Finistère. Il leur sera proposé de retirer vos parcelles de la procédure.</p> <p>Pièce-jointe : nouveau relevé de propriété</p>

Commission départementale d'aménagement foncier : si vous souhaitez contester le présent avis de la commission communale d'aménagement foncier, vous pouvez, selon l'article R125-7 du code rural et de la pêche maritime présenter à la commission départementale d'aménagement foncier (CDAF) vos observations et réclamations. La CDAF peut vous entendre si vous le demandez par lettre adressée à son Président (coordonnées ci-dessous). L'avis de la CDAF sera transmis au Préfet et au Conseil départemental. La CDAF du Finistère se réunira le 27 avril 2017. Merci de vous assurer que vos courriers éventuels seront parvenus au Président de la CDAF avant le 20 avril 2017 et de réserver la date du 27 avril si vous souhaitez être entendus.

<p>Pour tous renseignements, Secrétariat de la Commission communale d'aménagement foncier :</p> <p>Mme Laure GORIUS Secrétaire de la Commission communale d'aménagement foncier de Moëlan-sur-Mer Conseil départemental du Finistère DDEI - service agriculture 32 boulevard Duplex CS 29029 29196 QUIMPER cedex Tel : 02.98.76.20.35 Courriel : agriculture@finistere.fr</p>	<p>Pour saisir la CDAF, adressez vos courriers à :</p> <p>M. Pierre RANNOU Président de la Commission départementale d'aménagement foncier du Finistère. Conseil départemental du Finistère DDEI - service agriculture 32 boulevard Duplex CS 29029 29196 QUIMPER cedex Courriel : agriculture@finistere.fr</p>
--	--

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
COMMISSION COMMUNALE D'AMENAGEMENT FONCIER

COMMUNE DE MOELAN-SUR-MER

Procès-verbal de la séance du 8 mars 2017

N° d'observation(s) : C22*

formulée par : [REDACTED]

* R (registre) C (courrier, courriel) - O (observation orale)

N° de compte(s) de propriété(s) concerné(s) : 142

Identifiant(s) : _G01503

Après examen de votre observation à la consultation relative au projet d'état des fonds incultes ou manifestement sous-exploités sur la commune de Moëlan-sur-Mer :

<i>Observation portant sur les points suivants</i>	<i>Avis de la commission</i>
<p>« Fait entretenir son terrain tous les ans par un agriculteur (fauchage) qui sert de terrain de loisir l'été. Souhaite donc un reclassement du terrain en catégorie "3" (exploitée). »</p>	<p>La commission, après examen, adopte les modifications suivantes : reclassement de la parcelle CS 161 en catégorie « 3 » (exploité) dans l'état des fonds et en catégorie « 7 » (non concerné) dans le mode de remise en valeur proposé.</p> <p>Par ailleurs il apparaît que vos installations se trouvent en partie sur la parcelle CS 168 voisine. Il vous appartient de faire le nécessaire pour respecter les limites de votre propriété. La parcelle CS 168 pourra faire l'objet d'une mise en valeur agricole.</p> <p>Pièce-jointe : nouveau relevé de propriété</p>

Commission départementale d'aménagement foncier : si vous souhaitez contester le présent avis de la commission communale d'aménagement foncier, vous pouvez, selon l'article R125-7 du code rural et de la pêche maritime présenter à la commission départementale d'aménagement foncier (CDAF) vos observations et réclamations. La CDAF peut vous entendre si vous le demandez par lettre adressée à son Président (coordonnées ci-dessous). L'avis de la CDAF sera transmis au Préfet et au Conseil départemental. La CDAF du Finistère se réunira le 27 avril 2017. Merci de vous assurer que vos courriers éventuels seront parvenus au Président de la CDAF avant le 20 avril 2017 et de réserver la date du 27 avril si vous souhaitez être entendus.

<p style="text-align: center;">Pour tous renseignements, Secrétariat de la Commission communale d'aménagement foncier :</p> <p style="text-align: center;">Mme Laure GORIUS Secrétaire de la Commission communale d'aménagement foncier de Moëlan-sur-Mer Conseil départemental du Finistère DDEI - service agriculture 32 boulevard Duplex CS 29029 29196 QUIMPER cedex Tel : 02.98.76.20.35 Courriel : agriculture@finistere.fr</p>	<p style="text-align: center;">Pour saisir la CDAF, adressez vos courriers à :</p> <p style="text-align: center;">M. Pierre RANNOU Président de la Commission départementale d'aménagement foncier du Finistère. Conseil départemental du Finistère DDEI - service agriculture 32 boulevard Duplex CS 29029 29196 QUIMPER cedex Courriel : agriculture@finistere.fr</p>
--	--

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
COMMISSION COMMUNALE D'AMENAGEMENT FONCIER

COMMUNE DE MOELAN-SUR-MER

Procès-verbal de la séance du 8 mars 2017

N° d'observation(s) : 0040*

* R (registre) C (courrier, courriel) - O (observation orale)

formulée par : [REDACTED]

N° de compte(s) de propriété(s) concerné(s) : 218

Identifiant(s) : _L02011

Après examen de votre observation à la consultation relative au projet d'état des fonds incultes ou manifestement sous-exploités sur la commune de Moëlan-sur-Mer :

Observation portant sur les points suivants	Avis de la commission
O040 : « La parcelle CR 168, îlot 8 est utilisée par une entreprise de jardinage, aussi le propriétaire demande à exclure cette parcelle de la procédure »	<p>La commission, après examen, maintient le classement initial de la parcelle CR168.</p> <p>Il est rappelé que tout dépôt sauvage d'ordures ou de détritux de quelque nature que ce soit (y compris déchets verts) est interdit - de même que leur brûlage à l'air libre (sauf dérogations du maire) (article 84 du règlement sanitaire départemental - RSD).</p> <p>Par ailleurs la CCAF a pris en compte votre opposition à la procédure et en informera le Conseil départemental et le Préfet du Finistère. Il leur sera proposé de retirer vos parcelles de la procédure.</p> <p>Pièce-jointe : nouveau relevé de propriété</p>

Commission départementale d'aménagement foncier : si vous souhaitez contester le présent avis de la commission communale d'aménagement foncier, vous pouvez, selon l'article R125-7 du code rural et de la pêche maritime présenter à la commission départementale d'aménagement foncier (CDAF) vos observations et réclamations. La CDAF peut vous entendre si vous le demandez par lettre adressée à son Président (coordonnées ci-dessous). L'avis de la CDAF sera transmis au Préfet et au Conseil départemental. La CDAF du Finistère se réunira le 27 avril 2017. Merci de vous assurer que vos courriers éventuels seront parvenus au Président de la CDAF avant le 20 avril 2017 et de réserver la date du 27 avril si vous souhaitez être entendus.

Pour tous renseignements,
Secrétariat de la Commission communale
d'aménagement foncier :

Mme Laure GORIUS
Secrétaire de la Commission communale
d'aménagement foncier de Moëlan-sur-Mer
Conseil départemental du Finistère
DDEI - service agriculture
32 boulevard Duplex CS 29029
29196 QUIMPER cedex
Tel : 02.98.76.20.35
Courriel : agriculture@finistere.fr

Pour saisir la CDAF,
adressez vos courriers à :

M. Pierre RANNOU
Président de la Commission départementale
d'aménagement foncier du Finistère.
Conseil départemental du Finistère
DDEI - service agriculture
32 boulevard Duplex
CS 29029 29196 QUIMPER cedex
Courriel : agriculture@finistere.fr

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
COMMISSION COMMUNALE D'AMENAGEMENT FONCIER

COMMUNE DE MOELAN-SUR-MER

Procès-verbal de la séance du 8 mars 2017

N° d'observation(s) : O129*

* R (registre) C (courrier, courriel) - O (observation orale)

formulée par : [REDACTED]

N° de compte(s) de propriété(s) concerné(s) : 276

Identifiant(s) : _L03158

Après examen de votre observation à la consultation relative au projet d'état des fonds incultes ou manifestement sous-exploités sur la commune de Moëlan-sur-Mer :

<i>Observation portant sur les points suivants</i>	<i>Avis de la commission</i>
« CP 276, représenté par son fils. La parcelle BP 412 est un verger, que la famille entretient et exploite pour les pommes et le cidre. Il demande une modification du classement en 3 et 7. Pour la parcelle BW 219 (îlot 17) classée en 1 et 4, il tient à prendre l'attache de la famille avant de se positionner vis-à-vis du projet. »	<p>La commission après examen, maintient le classement initial de la parcelle BP 412.</p> <p>Par ailleurs la commission a pris note de votre souhait de remettre directement en valeur la parcelle BP 412 et en informera le Conseil départemental et le Préfet du Finistère.</p> <p>Pièce-jointe : nouveau relevé de propriété</p>

Commission départementale d'aménagement foncier : si vous souhaitez contester le présent avis de la commission communale d'aménagement foncier, vous pouvez, selon l'article R125-7 du code rural et de la pêche maritime présenter à la commission départementale d'aménagement foncier (CDAF) vos observations et réclamations. La CDAF peut vous entendre si vous le demandez par lettre adressée à son Président (coordonnées ci-dessous). L'avis de la CDAF sera transmis au Préfet et au Conseil départemental. La CDAF du Finistère se réunira le 27 avril 2017. Merci de vous assurer que vos courriers éventuels seront parvenus au Président de la CDAF avant le 20 avril 2017 et de réserver la date du 27 avril si vous souhaitez être entendus.

<p>Pour tous renseignements, Secrétariat de la Commission communale d'aménagement foncier :</p> <p>Mme Laure GORIUS Secrétaire de la Commission communale d'aménagement foncier de Moëlan-sur-Mer Conseil départemental du Finistère DDEI - service agriculture 32 boulevard Dupleix CS 29029 29196 QUIMPER cedex Tel : 02.98.76.20.35 Courriel : agriculture@finistere.fr</p>	<p>Pour saisir la CDAF, adressez vos courriers à :</p> <p>M. Pierre RANNOU Président de la Commission départementale d'aménagement foncier du Finistère. Conseil départemental du Finistère DDEI - service agriculture 32 boulevard Dupleix CS 29029 29196 QUIMPER cedex Courriel : agriculture@finistere.fr</p>
---	--

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
COMMISSION COMMUNALE D'AMENAGEMENT FONCIER

COMMUNE DE MOELAN-SUR-MER

Procès-verbal de la séance du 8 mars 2017

N° d'observation(s) : R09 et O020*

formulée par : [REDACTED]

* R (registre) C (courrier, courriel) - O (observation orale)

N° de compte(s) de propriété(s) concerné(s) : 255 ; 256 ; 456

Identifiant(s) : _L02790 ; _L02791 ; _T00585

Après examen de votre observation à la consultation relative au projet d'état des fonds incultes ou manifestement sous-exploités sur la commune de Moëlan-sur-Mer :

Observation portant sur les points suivants	Avis de la commission
<p>R09 : « La parcelle 523 je la retire car la pelouse est coupée par un robot et il y a des capteurs dans le terrain et l'accès pour rejoindre la route de Trenez, donc je la retire de la commission. »</p> <p>O020 : « Les propriétaires ont plusieurs parcelles dont certaines qui ne sont pas totalement en friches et qu'ils souhaitent conserver. Ainsi, la parcelle 33 qui est en garenne; la parcelle 185, la parcelle 134 de l'îlot 3 et la parcelle 523, en limite directe de leur maison d'habitation. »</p>	<p>La commission, après examen, adopte les modifications suivantes : reclassement de la parcelle CS 523 en catégorie « 3 » (exploité) dans l'état des fonds et en catégorie « 7 » (non concerné) dans le mode de remise en valeur proposé.</p> <p>La commission, après examen, maintient le classement initial des parcelles CO 33 et CS 185 en catégorie « 3 » (exploité) dans l'état des fonds et en catégorie « 7 » (non concerné) dans le mode de remise en valeur proposé.</p> <p>La parcelle CP 134 incluse dans l'îlot 3 appartient à un autre compte de propriété.</p> <p>Pièce-jointe : nouveau relevé de propriété</p>

Commission départementale d'aménagement foncier : si vous souhaitez contester le présent avis de la commission communale d'aménagement foncier, vous pouvez, selon l'article R125-7 du code rural et de la pêche maritime présenter à la commission départementale d'aménagement foncier (CDAF) vos observations et réclamations. La CDAF peut vous entendre si vous le demandez par lettre adressée à son Président (coordonnées ci-dessous). L'avis de la CDAF sera transmis au Préfet et au Conseil départemental. La CDAF du Finistère se réunira le 27 avril 2017. Merci de vous assurer que vos courriers éventuels seront parvenus au Président de la CDAF avant le 20 avril 2017 et de réserver la date du 27 avril si vous souhaitez être entendus.

Pour tous renseignements,
Secrétariat de la Commission communale
d'aménagement foncier :

Mme Laure GORIUS
Secrétaire de la Commission communale
d'aménagement foncier de Moëlan-sur-Mer
Conseil départemental du Finistère
DDEI - service agriculture
32 boulevard Duplex CS 29029
29196 QUIMPER cedex
Tel : 02.98.76.20.35
Courriel : agriculture@finistere.fr

Pour saisir la CDAF,
adressez vos courriers à :

M. Pierre RANNOU
Président de la Commission départementale
d'aménagement foncier du Finistère.
Conseil départemental du Finistère
DDEI - service agriculture
32 boulevard Duplex
CS 29029 29196 QUIMPER cedex
Courriel : agriculture@finistere.fr

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
COMMISSION COMMUNALE D'AMENAGEMENT FONCIER

COMMUNE DE MOELAN-SUR-MER

Procès-verbal de la séance du 8 mars 2017

N° d'observation(s) : O098*

* R (registre) C (courrier, courriel) - O (observation orale)

formulée par : [REDACTED]

N° de compte(s) de propriété(s) concerné(s) : 7 ; 284

Identifiant(s) : *_00200 ; _L03434

Après examen de votre observation à la consultation relative au projet d'état des fonds incultes ou manifestement sous-exploités sur la commune de Moëlan-sur-Mer :

Observation portant sur les points suivants	Avis de la commission
<p>« Parcelle CL 162 îlot 12 : le représentant du propriétaire veut la garder pour l'exploiter lui-même. Idem pour la parcelle CL 208 qui est pour partie en 3. Il faudrait la mettre en totalité en 3. Pour les autres parcelles : CL 175, CN 420-440, CO 80-176-154, CS 178-193-204, le représentant du propriétaire est d'accord pour que l'intégralité de ces parcelles soient louées dans le cadre de la procédure si l'agriculteur n'utilise aucun désherbant chimique avant et après culture. »</p>	<p>La commission, après examen, adopte les modifications suivantes : reclassement de la parcelle CL 208 en catégorie « 3 » (exploité) dans l'état des fonds et en catégorie « 7 » (non concerné) dans le mode de remise en valeur proposé.</p> <p>La commission, après examen maintient le classement initial des autres parcelles.</p> <p>Par ailleurs votre souhait de remettre directement en valeur la parcelle CL 162 sera transmis au Conseil départemental et au Préfet du Finistère.</p> <p>Pièce-jointe : nouveau relevé de propriété</p>

Commission départementale d'aménagement foncier : si vous souhaitez contester le présent avis de la commission communale d'aménagement foncier, vous pouvez, selon l'article R125-7 du code rural et de la pêche maritime présenter à la commission départementale d'aménagement foncier (CDAF) vos observations et réclamations. La CDAF peut vous entendre si vous le demandez par lettre adressée à son Président (coordonnées ci-dessous). L'avis de la CDAF sera transmis au Préfet et au Conseil départemental. La CDAF du Finistère se réunira le 27 avril 2017. Merci de vous assurer que vos courriers éventuels seront parvenus au Président de la CDAF avant le 15 avril 2016 et de réserver la date du 27 avril si vous souhaitez être entendus.

<p>Pour tous renseignements, Secrétariat de la Commission communale d'aménagement foncier :</p> <p>Mme Laure GORIUS Secrétaire de la Commission communale d'aménagement foncier de Moëlan-sur-Mer Conseil départemental du Finistère DDEI - service agriculture 32 boulevard Duplex CS 29029 29196 QUIMPER cedex Tel : 02.98.76.20.35 Courriel : agriculture@finistere.fr</p>	<p>Pour saisir la CDAF, adressez vos courriers à :</p> <p>M. Pierre RANNOU Président de la Commission départementale d'aménagement foncier du Finistère. Conseil départemental du Finistère DDEI - service agriculture 32 boulevard Duplex CS 29029 29196 QUIMPER cedex Courriel : agriculture@finistere.fr</p>
--	---

ANNEXE n°4 au PV de la CCAF du 8 mars 2017

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS COMMISSION COMMUNALE D'AMENAGEMENT FONCIER DE MOELAN-SUR-MER

Proposition d'éléments du paysage à maintenir

VU le classement des parcelles réalisé sur des îlots-tests par la sous-commission les 2 septembre 2016, 9 septembre 2016 et 16 septembre 2016,

VU le classement des parcelles effectué avec l'aide de la sous-commission de la CCAF du 21 septembre 2016 au 12 octobre 2016,

VU les critères adoptés le 9 décembre 2016 par la CCAF pour déterminer l'état d'inculture, de sous-exploitation ou d'exploitation des fonds et dresser l'état des parcelles dont la mise en valeur agricole, pastorale ou forestière est jugée possible ou opportune,

VU l'adoption du projet d'état des fonds incultes ou manifestement sous-exploités par la CCAF du 9 décembre 2016,

VU la décision de mise à consultation du projet d'état des fonds incultes ou manifestement sous-exploités par la CCAF du 9 décembre 2016,

VU la consultation sur le projet d'état des fonds incultes ou manifestement sous-exploités sur une partie de la commune de Moëlan-sur-Mer qui s'est déroulée du mardi 10 janvier 2017 au vendredi 10 février 2017,

VU le rapport de consultation de Mme la Présidente de la CCAF,

La Commission communale d'aménagement foncier de Moëlan-sur-Mer

- après avoir pris connaissance des éléments du paysage présents sur le terrain,
- après avoir pris en compte les observations sur ces éléments formulées lors de la consultation,
- après en avoir délibéré,

PROPOSE le maintien des murets, de certains alignements d'arbres en bordure d'îlots ou dans les parcelles, de certains chemins non cadastrés et

APPROUVE la cartographie définitive de ces éléments à maintenir, présentée en séance et portée sur les plans n°2 intitulés « parcelles ou parties de parcelles à remettre en valeur et éléments paysagers à préserver ».

Cette cartographie définitive sera affichée en mairie et transmise au Conseil départemental et au Préfet du Finistère, comme l'une des pièces du dossier.

Présente délibération arrêtée le 08 mars 2017 par :

- 15 voix pour
- 0 voix contre
- 1 abstention

**La Secrétaire de la Commission
communale d'aménagement foncier
de Moëlan-sur-Mer**

**La Présidente de la
Commission communale
d'aménagement foncier
de Moëlan-sur-Mer**

PV conforme à l'original signé

PV conforme à l'original signé

Laure GORIUS

Jocelyne LE FAOU

ANNEXE n°5 au PV de la CCAF du 8 mars 2017

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS COMMISSION COMMUNALE D'AMENAGEMENT FONCIER DE MOELAN-SUR-MER

Etat des fonds incultes ou manifestement sous-exploités

VU le classement des parcelles réalisé sur des îlots-tests par la sous-commission les 2 septembre 2016, 9 septembre 2016 et 16 septembre 2016,

VU le classement des parcelles effectué avec l'aide de la sous-commission de la CCAF du 21 septembre 2016 au 12 octobre 2016,

VU les critères adoptés le 9 décembre 2016 par la CCAF pour déterminer l'état d'inculture, de sous-exploitation ou d'exploitation des fonds et dresser l'état des parcelles dont la mise en valeur agricole, pastorale ou forestière est jugée possible ou opportune,

VU l'adoption du projet d'état des fonds incultes ou manifestement sous-exploités par la CCAF du 9 décembre 2016,

VU la décision de mise à consultation du projet d'état des fonds incultes ou manifestement sous-exploités par la CCAF du 9 décembre 2016,

VU la consultation sur le projet d'état des fonds incultes ou manifestement sous-exploités sur une partie de la commune de Moëlan-sur-Mer qui s'est déroulée du mardi 10 janvier 2017 au vendredi 10 février 2017,

VU le rapport de consultation de Mme la Présidente de la CCAF,

VU les modalités de prise en compte des observations hors classement votées le 8 mars 2017,

La Commission communale d'aménagement foncier de Moëlan-sur-Mer :

- après avoir pris connaissance des réclamations et observations,
- après avoir modifié l'état des fonds,
- après en avoir délibéré,

DRESSE l'état des fonds incultes ou manifestement sous-exploités selon la liste d'état parcellaire ci-après (colonnes « Etat des fonds » et « Type de remise en valeur »).

L'état des fonds est présenté dans les plans n°1 « Etat des fonds incultes ou manifestement sous-exploités » et n°2 « parcelles ou parties de parcelles à remettre en valeur », annexés à la présente décision.

Cet état des fonds et ces plans seront affichés en mairie et transmis au Conseil départemental et au Préfet du Finistère, avec l'ensemble des pièces du dossier.

Présente délibération approuvée le 08 mars 2017 par :

- **15 voix pour**
- **0 voix contre**
- **1 abstention**

**La Secrétaire de la Commission
communale d'aménagement foncier
de Moëlan-sur-Mer**

PV conforme à l'original signé

Laure GORIUS

**La Présidente de la
Commission communale
d'aménagement foncier
de Moëlan-sur-Mer**

PV conforme à l'original signé

Jocelyne LE FAOU

**REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
COMMISSION COMMUNALE D'AMENAGEMENT FONCIER
DE MOELAN-SUR-MER**

Tableau d'état parcellaire

Légende numérotation :

*Etat des fonds : 1 = inculte (en friche) ; 2 = sous-exploité (absence de valorisation agricole) ; 3 = exploité

**Type de remise en valeur : 4 = agricole ; 5 = pastorale ; 6 = forestière ; 7 = non concerné

***Bilan de la consultation : 8 = souhait de remise en valeur et d'exploitation par le propriétaire ; 9 = opposition à la procédure – retrait des parcelles proposé au Préfet ; 10 = terres exploitées sans autorisation ; 11 = propriétaires ou indivisaires dont l'identité ou l'adresse n'a pu être déterminée ; 12 = accord procédure avec ou sans condition

N° de périmètre de remise en valeur concerné	Section cadastrale	N° de parcelle	Lieu-dit	Surface (m ²)	Code identifiant propriétaire	Etat des fonds*	Type de remise en valeur**	Bilan de la consultation ***
1	CT	129	KERFANY	530	R00650	3	7	
1	CT	130	KERFANY	473	R00650	3	7	
1	CT	131	KERFANY	427	L02382	1	4	12
1	CT	132	KERFANY	2 280	J00409	1	4	9
1	CT	133	KERFANY	638	L03567	1	4	12
1	CT	134	KERFANY	645	C00464	1	6	
1	CT	135	KERFANY	665	C00988	3	7	
1	CT	136	KERFANY	624	C00988	3	7	
1	CT	137	KERFANY	620	H00448	1	4	
1	CT	138	KERFANY	304	C01050	1	4	11
1	CT	139	KERFANY	768	L03163	1	4	
1	CT	140	KERFANY	634	H00495	1	4	
1	CT	141	KERFANY	459	G00302	1	4	12
1	CT	142	KERFANY	743	Y00016	1	4	
1	CT	143	KERFANY	367	G01211	1	4	
1	CT	144	KERFANY	419	T00318	1	4	11
1	CT	145	KERFANY	339	R00675	1	4	9
1	CT	146	KERFANY	327	R00759	1	4	
1	CT	147	KERFANY	257	C00805	1	4	9
1	CT	148	KERFANY	1 278	H00002	2	4	9
1	CT	149	KERFANY	527	S00547	1	4	
1	CT	150	KERFANY	425	S00236	1	4	
1	CT	151	KERFANY	1 462	V00012	1	4	
1	CT	152	KERFANY	463	H00495	1	4	
Total périmètre 1		24		15 674				

*Etat des fonds : 1 = inculte (en friche) ; 2 = sous-exploité (absence de valorisation agricole) ; 3 = exploité

**Type de remise en valeur : 4 = agricole ; 5 = pastorale ; 6 = forestière ; 7 = non concerné

***Bilan de la consultation : °8 = souhait de remise en valeur et d'exploitation par le propriétaire ; 9 = opposition à la procédure – retrait des parcelles proposé au Préfet ; 10 = terres exploitées sans autorisation ; 11 = propriétaires ou indivisaires dont l'identité ou l'adresse n'a pu être déterminée ; 12 = accord procédure avec ou sans condition

N° de périmètre de remise en valeur concerné	Section cadastrale	N° de parcelle	Lieu-dit	Surface (m ²)	Code identifiant propriétaire	Etat des fonds*	Type de remise en valeur**	Bilan de la consultation ***
2	CT	176	KERDOUALEN	213	M00074	1	4	9
2	CT	177	KERDOUALEN	330	M00786	1	4	12
2	CT	178	KERDOUALEN	409	M00142	1	4	
2	CT	179	KERDOUALEN	430	L01388	1	4	
2	CT	180	KERDOUALEN	415	G01330	1	4	12
2	CT	181	KERDOUALEN	1 400	L01388	1	4	
2	CT	182	KERMEN	485	H00264	1	4	
2	CT	183	KERMEN	640	R00675	1	4	9
2	CT	184	KERMEN	417	P00194	1	4	12
2	CT	185	KERMEN	905	L01910	1	4	
2	CT	186	KERMEN	394	L02790	2	4	
2	CT	187	KERMEN	598	L00161	2	4	8
2	CT	188	KERMEN	510	C00079	2	4	
2	CT	189	KERMEN	286	G00306	1	4	11
2	CT	190	KERMEN	630	Y00006	2	4	
2	CT	191	KERMEN	1 458	H00264	2	4	
2	CT	192	DE LA PLAG GRISE	852	L02344	2	4	12
2	CT	193	DE LA PLAG GRISE	820	M00266	2	4	9
2	CT	194	DE LA PLAG GRISE	905	H00002	2	4	9
2	CT	211	KERMEN	1 533	L02791	2	4	
2	CT	212	KERMEN	460	M00786	1	4	12
2	CT	213	KERMEN	908	L01892	1	4	
2	CT	214	KERDOUALEN	760	C00805	1	4	9
2	CT	215	KERDOUALEN	550	G01211	1	4	
2	CT	216	KERDOUALEN	397	H00002	1	4	9
2	CT	217	KERDOUALEN	506	M00786	1	4	12
2	CT	218	KERDOUALEN	963	M00142	1	4	
2	CT	219	KERDOUALEN	540	L01388	1	4	
2	CT	220	KERDOUALEN	588	H00002	1	4	9
2	CT	221	KERDOUALEN	693	L01113	2	4	
2	CT	222	KERDOUALEN	298	L01866	1	4	11
2	CT	223	KERDOUALEN	320	S00506	1	4	
2	CT	224	KERDOUALEN	780	L02748	1	4	
2	CT	225	KERDOUALEN	1 975	F00058	1	4	9
2	CT	226	KERDOUALEN	598	H00495	1	4	
2	CT	227	KERDOUALEN	867	L03873	1	4	12
2	CT	228	KERDOUALEN	266	L03873	1	4	12
2	CT	229	KERDOUALEN	290	M00786	1	4	12
2	CT	230	KERDOUALEN	495	H00448	1	4	
2	CT	231	KERDOUALEN	541	V00198	1	4	
2	CT	232	KERDOUALEN	670	T00501	1	4	
2	CT	233	KERDOUALEN	568	L04112	1	4	

*Etat des fonds : 1 = inculte (en friche) ; 2 = sous-exploité (absence de valorisation agricole) ; 3 = exploité

**Type de remise en valeur : 4 = agricole ; 5 = pastorale ; 6 = forestière ; 7 = non concerné

***Bilan de la consultation : °8 = souhait de remise en valeur et d'exploitation par le propriétaire ; 9 = opposition à la procédure – retrait des parcelles proposé au Préfet ; 10 = terres exploitées sans autorisation ; 11 = propriétaires ou indivisaires dont l'identité ou l'adresse n'a pu être déterminée ; 12 = accord procédure avec ou sans condition

N° de périmètre de remise en valeur concerné	Section cadastrale	N° de parcelle	Lieu-dit	Surface (m ²)	Code identifiant propriétaire	Etat des fonds*	Type de remise en valeur**	Bilan de la consultation ***
2	CT	234	KERDOUALEN	650	M00786	1	4	12
2	CT	235	KERDOUALEN	338	H00264	1	4	
2	CT	236	KERDOUALEN	440	L00534	1	4	11
2	CT	237	KERDOUALEN	673	L01190	1	4	11
2	CT	238	KERDOUALEN	166	H00448	1	4	
2	CT	246	KERMEN	661	D00841	2	4	8
2	CT	247	HENT AR MOR	758	L04112	1	4	
2	CT	248	HENT AR MOR	715	H00264	1	4	
2	CT	262	KERDOUALEN	375	F00038	1	4	11
2	CT	474	KERMEN	411	L02990	1	4	
2	CT	545	KERDOUALEN	397	L01525	1	4	11
2	CT	546	KERDOUALEN	897	L04039	1	4	
2	CT	566	HENT AR MOR	1 932	H00495	2	4	8
2	CT	568	HENT AR MOR	561	L01113	2	4	
Total périmètre 2		56		36 637				
3	CP	13	KERDOUALEN	230	J00439	1	4	
3	CP	14	KERDOUALEN	482	C00805	1	4	9
3	CP	15	KERDOUALEN	500	M00266	1	4	9
3	CP	16	KERDOUALEN	518	M00266	1	4	9
3	CP	17	KERDOUALEN	1 163	L03544	1	4	9
3	CP	18	KERDOUALEN	289	L03638	1	4	
3	CP	19	KERDOUALEN	230	L02990	1	4	
3	CP	20	KERDOUALEN	284	J00409	1	4	9
3	CP	21	KERDOUALEN	489	P00996	1	4	
3	CP	22	KERDOUALEN	491	P00102	1	4	11
3	CP	23	KERDOUALEN	184	V00198	1	4	
3	CP	24	KERDOUALEN	1 274	L01461	1	4	
3	CP	25	KERDOUALEN	670	R00747	1	4	11
3	CP	26	KERDOUALEN	1 615	C00850	1	4	11
3	CP	27	KERDOUALEN	675	B00756	1	4	11
3	CP	28	KERDOUALEN	226	H00412	1	4	12
3	CP	29	KERDOUALEN	434	_+00002	1	4	
3	CP	30	KERDOUALEN	1 330	L03554	1	4	
3	CP	31	KERDOUALEN	280	_+00002	1	4	
3	CP	32	KERDOUALEN	207	L01086	1	4	12
3	CP	50	KERDOUALEN	2 818	G01330	1	4	12
3	CP	51	KERDOUALEN	505	G01330	1	4	12
3	CP	52	KERDOUALEN	471	C01404	1	4	12
3	CP	53	KERDOUALEN	545	L02344	1	4	12
3	CP	55	KERDOUALEN	666	H00448	2	4	
3	CP	56	KERDOUALEN	470	G00161	1	4	
3	CP	57	KERDOUALEN	260	L02680	1	4	12
3	CP	58	KERDOUALEN	877	L01842	1	4	
3	CP	59	KERDOUALEN	1 023	R00537	1	4	

*Etat des fonds : 1 = inculte (en friche) ; 2 = sous-exploité (absence de valorisation agricole) ; 3 = exploité

**Type de remise en valeur : 4 = agricole ; 5 = pastorale ; 6 = forestière ; 7 = non concerné

***Bilan de la consultation : °8 = souhait de remise en valeur et d'exploitation par le propriétaire ; 9 = opposition à la procédure – retrait des parcelles proposé au Préfet ; 10 = terres exploitées sans autorisation ; 11 = propriétaires ou indivisaires dont l'identité ou l'adresse n'a pu être déterminée ; 12 = accord procédure avec ou sans condition

N° de périmètre de remise en valeur concerné	Section cadastrale	N° de parcelle	Lieu-dit	Surface (m ²)	Code identifiant propriétaire	Etat des fonds*	Type de remise en valeur**	Bilan de la consultation ***
3	CP	60	KERDOUALEN	611	L03567	1	4	12
3	CP	61	KERDOUALEN	1 150	L02454	1	4	
3	CP	62	KERDOUALEN	2 215	S00385	1	4	
3	CP	63	KERDOUALEN	890	E00107	1	4	9
3	CP	64	KERDOUALEN	453	M00074	1	4	9
3	CP	65	KERDOUALEN	1 225	F00618	1	4	
3	CP	66	KERDOUALEN	585	B00168	1	4	11
3	CP	67	KERDOUALEN	565	B00167	1	4	11
3	CP	68	KERDOUALEN	1 083	L01892	1	4	
3	CP	69	KERDOUALEN	945	L03567	1	4	12
3	CP	70	KERDOUALEN	940	C01139	1	4	
3	CP	71	KERDOUALEN	920	L01963	1	4	12
3	CP	72	KERDOUALEN	740	L01388	1	4	
3	CP	73	KERDOUALEN	700	L03567	1	4	12
3	CP	74	KERDOUALEN	460	S00506	2	4	
3	CP	75	KERDOUALEN	1 556	L03867	2	4	8
3	CP	76	KERDOUALEN	917	D00562	1	4	
3	CP	77	KERDOUALEN	875	V00198	1	4	
3	CP	78	KERDOUALEN	1 162	D00562	1	4	
3	CP	79	KERDOUALEN	1 029	B00165	1	4	11
3	CP	80	KERDOUALEN	565	L04164	1	4	
3	CP	81	KERDOUALEN	451	L01910	1	4	
3	CP	82	KERDOUALEN	238	L04039	1	4	
3	CP	83	KERDOUALEN	2 815	M00660	1	47	
3	CP	84	KERDOUALEN	1 070	P00590	2	4	9
3	CP	85	KERDOUALEN	1 057	K00270	3	7	
3	CP	86	KERDOUALEN	1 173	C00137	3	7	11
3	CP	87	KERDOUALEN	475	V00014	2	4	11
3	CP	88	KERDOUALEN	500	H00412	2	4	12
3	CP	133	KERDOUALEN	2 125	+00025	3	7	
3	CP	134	KERDOUALEN	1 325	L02940	2	4	
3	CP	135	KERDOUALEN	387	S00506	1	6	
3	CP	136	KERDOUALEN	443	L01522	1	6	
3	CP	139	KERDOUALEN	466	L03048	1	6	
3	CP	140	KERDOUALEN	323	L03554	1	6	
3	CP	141	KERDOUALEN	1 307	N00247	1	4	
3	CP	142	KERDOUALEN	2 035	C01139	1	4	
3	CP	143	KERDOUALEN	942	L02891	1	4	
3	CP	144	KERDOUALEN	393	H00002	1	4	9
3	CP	145	KERDOUALEN	1 215	G01507	1	4	
3	CP	146	KERDOUALEN	1 275	H00264	1	4	
3	CP	147	KERDOUALEN	396	V00014	1	4	11
3	CP	153	KERDOUALEN	310	L00161	1	6	
3	CP	154	KERDOUALEN	313	L03873	1	6	12
3	CP	155	KERDOUALEN	1 422	M00266	1	6	9

*Etat des fonds : 1 = inculte (en friche) ; 2 = sous-exploité (absence de valorisation agricole) ; 3 = exploité

**Type de remise en valeur : 4 = agricole ; 5 = pastorale ; 6 = forestière ; 7 = non concerné

***Bilan de la consultation : °8 = souhait de remise en valeur et d'exploitation par le propriétaire ; 9 = opposition à la procédure – retrait des parcelles proposé au Préfet ; 10 = terres exploitées sans autorisation ; 11 = propriétaires ou indivisaires dont l'identité ou l'adresse n'a pu être déterminée ; 12 = accord procédure avec ou sans condition

N° de périmètre de remise en valeur concerné	Section cadastrale	N° de parcelle	Lieu-dit	Surface (m ²)	Code identifiant propriétaire	Etat des fonds*	Type de remise en valeur**	Bilan de la consultation ***
3	CP	307	KERDOUALEN	272	L03554	1	6	
3	CP	317	KERDOUALEN	551	L01068	1	4	11
3	CP	318	KERDOUALEN	552	F00038	1	4	11
3	CP	338	KERDOUALEN	1 659	L00310	2	4	11
3	CT	153	KERDOUALEN	313	F00043	1	4	
3	CT	154	KERDOUALEN	1 040	L00265	1	4	12
3	CT	155	KERDOUALEN	960	C01404	1	4	8
3	CT	156	KERDOUALEN	1 123	A00083	2	4	8
3	CT	157	KERDOUALEN	680	D00296	2	4	8
3	CT	158	KERDOUALEN	2 155	L03439	1	4	12
3	CT	159	KERDOUALEN	396	R00747	1	4	11
3	CT	160	KERDOUALEN	369	G01368	1	4	12
3	CT	161	KERDOUALEN	675	L04183	1	4	
3	CT	162	KERDOUALEN	470	J00409	1	4	9
3	CT	163	KERDOUALEN	1 055	H00495	1	4	
3	CT	164	KERDOUALEN	1 560	L01892	1	4	
3	CT	165	KERDOUALEN	450	L02212	1	4	
3	CT	166	KERDOUALEN	460	L03567	1	4	12
3	CT	167	KERDOUALEN	765	V00198	1	4	
3	CT	168	KERDOUALEN	1 478	L02748	1	4	
3	CT	169	KERDOUALEN	635	M00786	1	4	12
3	CT	170	KERDOUALEN	822	S00506	1	4	
3	CT	171	KERDOUALEN	464	T00343	1	4	
3	CT	172	KERDOUALEN	240	L04167	1	4	
3	CT	173	KERDOUALEN	204	L02680	1	4	12
3	CT	174	KERDOUALEN	216	L04167	1	4	
3	CT	175	KERDOUALEN	110	C00079	1	4	
3	CT	335	KERDOUALEN	980	Q00005	1	3	11
3	CT	336	KERDOUALEN	1 155	L02990	1	4	
3	CT	337	KERDOUALEN	985	L03638	1	4	
3	CT	338	KERDOUALEN	685	R00675	1	4	9
3	CT	339	KERDOUALEN	643	L00310	1	4	11
3	CT	340	KERDOUALEN	1 125	S00664	1	4	
3	CT	341	KERDOUALEN	830	E00107	1	4	9
3	CT	342	KERDOUALEN	1 257	T00326	1	4	
3	CT	343	KERDOUALEN	840	M00891	1	4	
3	CT	344	KERDOUALEN	670	H00322	1	4	
3	CT	345	KERDOUALEN	1 745	E00107	1	4	9
3	CT	346	KERDOUALEN	640	L01129	1	4	11
3	CT	347	KERDOUALEN	1 280	C00805	1	4	9
3	CT	348	KERDOUALEN	1 045	L03866	2	4	8
3	CT	349	KERDOUALEN	2 818	M00142	1	4	
3	CT	350	KERDOUALEN	780	+00002	1	4	
3	CT	351	KERDOUALEN	900	R00675	1	4	9
3	CT	352	KERDOUALEN	1 930	S00506	1	4	

*Etat des fonds : 1 = inculte (en friche) ; 2 = sous-exploité (absence de valorisation agricole) ; 3 = exploité

**Type de remise en valeur : 4 = agricole ; 5 = pastorale ; 6 = forestière ; 7 = non concerné

***Bilan de la consultation : °8 = souhait de remise en valeur et d'exploitation par le propriétaire ; 9 = opposition à la procédure – retrait des parcelles proposé au Préfet ; 10 = terres exploitées sans autorisation ; 11 = propriétaires ou indivisaires dont l'identité ou l'adresse n'a pu être déterminée ; 12 = accord procédure avec ou sans condition

N° de périmètre de remise en valeur concerné	Section cadastrale	N° de parcelle	Lieu-dit	Surface (m²)	Code identifiant propriétaire	Etat des fonds*	Type de remise en valeur**	Bilan de la consultation ***
3	CT	353	KERDOUALEN	664	G01289	1	4	
3	CT	354	KERDOUALEN	99	B01248	1	4	11
3	CT	355	KERDOUALEN	868	V00198	1	4	
3	CT	356	KERDOUALEN	374	F00043	1	4	
3	CT	357	KERDOUALEN	1 042	L00161	1	4	
3	CT	358	KERDOUALEN	1 047	M00072	1	4	9
3	CT	359	KERDOUALEN	850	V00198	1	4	
3	CT	360	KERDOUALEN	1 096	S00699	1	4	
3	CT	361	KERDOUALEN	722	L01892	1	4	
3	CT	362	KERDOUALEN	442	L04045	1	4	
3	CT	363	KERDOUALEN	951	L00161	1	6	
3	CT	364	KERDOUALEN	910	R00251	1	6	11
3	CT	365	KERDOUALEN	534	L00489	1	6	
3	CT	366	KERDOUALEN	394	G00950	1	6	
3	CT	367	KERDOUALEN	405	P01064	1	6	
3	CT	368	KERDOUALEN	383	G00950	1	6	
3	CT	369	KERDOUALEN	455	F00058	1	6	9
3	CT	376	KERDOUALEN	1 912	I00018	1	6	11
3	CT	377	KERDOUALEN	685	L01388	1	4	
3	CT	378	KERDOUALEN	306	L04112	1	4	
3	CT	379	KERDOUALEN	323	M00660	1	4	
3	CT	380	KERDOUALEN	650	F00043	1	4	
3	CT	381	KERDOUALEN	945	C01404	1	4	8
3	CT	382	KERDOUALEN	496	L04039	1	4	
3	CT	383	KERDOUALEN	357	B01249	1	4	
3	CT	384	KERDOUALEN	401	R00062	1	4	11
3	CT	385	KERDOUALEN	421	A00344	1	4	
3	CT	386	KERDOUALEN	890	J00409	1	4	9
3	CT	387	KERDOUALEN	257	S00236	1	4	
3	CT	388	KERDOUALEN	175	V00198	1	4	
3	CT	389	KERDOUALEN	554	G00306	1	4	11
3	CT	390	KERDOUALEN	1 588	R00537	3	7	
3	CT	391	KERDOUALEN	386	C00805	1	6	9
3	CT	392	KERDOUALEN	527	A00083	1	6	
3	CT	393	KERFANY	410	G01289	1	6	
3	CT	394	KERFANY	291	V00198	1	6	
3	CT	395	KERFANY	325	H00014	1	6	12
3	CT	396	KERFANY	1 545	L04039	1	6	
3	CT	397	KERFANY	563	H00495	1	6	
3	CT	400	KERFANY	199	H00343	1	6	
3	CT	401	KERFANY	653	P00599	1	6	11
3	CT	402	KERFANY	248	H00343	1	6	
3	CT	476	KERFANY	522	L02906	1	6	
Total périmètre 3		162		128 095				

*Etat des fonds : 1 = inculte (en friche) ; 2 = sous-exploité (absence de valorisation agricole) ; 3 = exploité

**Type de remise en valeur : 4 = agricole ; 5 = pastorale ; 6 = forestière ; 7 = non concerné

***Bilan de la consultation : °8 = souhait de remise en valeur et d'exploitation par le propriétaire ; 9 = opposition à la procédure – retrait des parcelles proposé au Préfet ; 10 = terres exploitées sans autorisation ; 11 = propriétaires ou indivisaires dont l'identité ou l'adresse n'a pu être déterminée ; 12 = accord procédure avec ou sans condition

N° de périmètre de remise en valeur concerné	Section cadastrale	N° de parcelle	Lieu-dit	Surface (m²)	Code identifiant propriétaire	Etat des fonds*	Type de remise en valeur**	Bilan de la consultation ***
4	CT	263	KERDOUALEN	595	F00058	1	4	9
4	CT	264	KERDOUALEN	905	L04112	2	4	
4	CT	265	KERDOUALEN	482	J00409	1	4	9
4	CT	266	KERDOUALEN	424	L04112	1	4	
4	CT	267	KERDOUALEN	1 065	H00323	1	4	
4	CT	268	KERDOUALEN	1 270	M00073	2	4	11
4	CT	269	KERDOUALEN	1 843	M00074	2	4	9
4	CT	270	KERDOUALEN	433	M00266	1	4	9
4	CT	271	KERDOUALEN	341	L02990	1	4	
4	CT	272	KERDOUALEN	325	H00322	1	4	
4	CT	273	KERDOUALEN	1 295	B00800	1	4	12
4	CT	274	KERDOUALEN	935	L04167	1	4	
4	CT	303	KERDOUALEN	795	M00786	1	46	12
4	CT	304	KERDOUALEN	895	H00495	1	4	8
4	CT	316	KERDOUALEN	766	S00383	1	4	11
4	CT	317	KERDOUALEN	662	C01404	2	4	12
4	CT	318	KERDOUALEN	1 452	H00463	2	4	12
4	CT	319	KERDOUALEN	860	L03867	3	7	
4	CT	320	KERDOUALEN	660	L03567	3	7	1
4	CT	321	KERDOUALEN	1 735	L01113	3	7	
4	CT	322	KERDOUALEN	1 038	V00198	3	7	
4	CT	323	KERDOUALEN	510	L01842	3	7	
4	CT	324	KERDOUALEN	1 355	E00107	1	4	9
4	CT	325	KERDOUALEN	745	L02990	1	4	
4	CT	326	KERDOUALEN	750	L03844	1	4	
4	CT	327	KERDOUALEN	470	L03844	1	4	
4	CT	328	KERDOUALEN	2 310	L02208	1	4	8
4	CT	329	KERDOUALEN	950	L00348	1	4	
4	CT	330	KERDOUALEN	542	C00242	1	4	11
4	CT	331	KERDOUALEN	619	L01388	1	4	
4	CT	332	KERDOUALEN	963	L02344	1	4	12
4	CT	333	KERDOUALEN	1 877	B00756	1	4	11
4	CT	334	KERDOUALEN	1 435	S00664	1	4	
Total périmètre 4		33		31 302				
5	CO	2	KERDOUALEN	450	Y00016	1	4	
5	CO	3	KERDOUALEN	428	V00198	1	4	
5	CO	4	KERDOUALEN	212	B00176	1	4	11
5	CO	5	KERDOUALEN	162	B00176	1	4	11
5	CO	6	KERDOUALEN	61	L03787	1	4	
5	CO	7	KERDOUALEN	442	L01701	1	4	12
5	CO	10	KERDOUALEN	19	T00343	1	6	
5	CO	11	KERDOUALEN	450	V00198	1	6	
5	CO	12	KERDOUALEN	24	J00439	1	6	
5	CO	13	KERDOUALEN	26	L02132	1	6	12

*Etat des fonds : 1 = inculte (en friche) ; 2 = sous-exploité (absence de valorisation agricole) ; 3 = exploité

**Type de remise en valeur : 4 = agricole ; 5 = pastorale ; 6 = forestière ; 7 = non concerné

***Bilan de la consultation : °8 = souhait de remise en valeur et d'exploitation par le propriétaire ; 9 = opposition à la procédure – retrait des parcelles proposé au Préfet ; 10 = terres exploitées sans autorisation ; 11 = propriétaires ou indivisaires dont l'identité ou l'adresse n'a pu être déterminée ; 12 = accord procédure avec ou sans condition

N° de périmètre de remise en valeur concerné	Section cadastrale	N° de parcelle	Lieu-dit	Surface (m²)	Code identifiant propriétaire	Etat des fonds*	Type de remise en valeur**	Bilan de la consultation ***
5	CO	14	KERDOUALEN	84	R00759	1	6	
5	CO	15	KERDOUALEN	149	L03544	1	6	9
5	CO	16	KERDOUALEN	96	L00161	1	6	
5	CO	17	KERDOUALEN	116	L03873	1	6	12
5	CO	18	KERDOUALEN	410	H00002	1	6	9
5	CO	19	KERDOUALEN	509	L00310	1	6	11
5	CO	20	KERDOUALEN	593	L03047	1	6	
5	CO	21	KERDOUALEN	493	L03127	1	6	9
5	CO	22	KERDOUALEN	421	E00107	1	6	9
5	CO	23	KERDOUALEN	157	L03439	1	6	12
5	CO	24	KERDOUALEN	142	V00198	1	6	
5	CO	25	KERDOUALEN	167	_+00002	1	6	
5	CO	26	KERDOUALEN	471	P00996	1	6	
5	CO	30	KERDOUALEN	308	L01388	1	6	
5	CO	31	KERDOUALEN	341	_+00002	1	6	
5	CO	32	KERDOUALEN	668	C00137	3	7	11
5	CO	33	KERDOUALEN	451	L02791	3	7	
5	CO	34	KERDOUALEN	392	S00374	1	4	12
5	CO	35	KERDOUALEN	532	G01368	1	4	12
5	CO	36	KERDOUALEN	1 185	L03047	1	4	
5	CO	37	KERDOUALEN	1 275	V00198	1	4	
5	CO	38	KERDOUALEN	1 232	B00907	1	4	
5	CO	39	KERDOUALEN	1 890	V00198	1	4	
5	CO	40	KERDOUALEN	1 098	N00300	1	4	
5	CO	41	KERDOUALEN	1 342	P00996	1	4	
5	CO	42	KERDOUALEN	1 669	G01368	1	4	12
5	CO	43	KERDOUALEN	898	G00065	1	4	
5	CO	44	KERDOUALEN	1 722	L03870	1	4	9
5	CO	45	KERDOUALEN	281	A00124	1	4	12
5	CO	46	KERDOUALEN	404	L03787	1	4	
5	CO	54	KERDOUALEN	343	F00131	1	4	11
5	CO	345	KERDOUALEN	1 078	H00264	3	7	
5	CO	346	KERDOUALEN	540	L02990	1	6	
5	CR	298	KERDOUALEN	580	L03870	3	7	9
5	CR	299	KERDOUALEN	613	K00270	3	7	
5	CR	300	KERDOUALEN	540	H00412	3	7	12
5	CR	303	KERDOUALEN	1 640	M00266	1	4	9
5	CR	304	KERDOUALEN	1 203	L03544	1	4	9
5	CR	305	KERDOUALEN	926	L00310	1	4	11
5	CR	306	KERDOUALEN	853	H00412	1	4	8
5	CR	307	KERDOUALEN	710	H00412	1	4	8
5	CR	308	KERDOUALEN	831	T00119	1	4	12
5	CR	309	KERDOUALEN	603	S00506	1	4	
5	CR	310	KERDOUALEN	1 643	C01404	1	4	8
5	CR	311	KERDOUALEN	189	C01218	1	4	11

*Etat des fonds : 1 = inculte (en friche) ; 2 = sous-exploité (absence de valorisation agricole) ; 3 = exploité

**Type de remise en valeur : 4 = agricole ; 5 = pastorale ; 6 = forestière ; 7 = non concerné

***Bilan de la consultation : °8 = souhait de remise en valeur et d'exploitation par le propriétaire ; 9 = opposition à la procédure – retrait des parcelles proposé au Préfet ; 10 = terres exploitées sans autorisation ; 11 = propriétaires ou indivisaires dont l'identité ou l'adresse n'a pu être déterminée ; 12 = accord procédure avec ou sans condition

N° de périmètre de remise en valeur concerné	Section cadastrale	N° de parcelle	Lieu-dit	Surface (m²)	Code identifiant propriétaire	Etat des fonds*	Type de remise en valeur**	Bilan de la consultation ***
5	CR	312	KERDOUALEN	281	M00787	1	4	
5	CR	313	KERDOUALEN	1 021	S00420	1	4	11
5	CR	314	KERDOUALEN	412	H00264	1	4	
5	CR	315	KERDOUALEN	337	L04080	1	4	
5	CR	316	KERDOUALEN	1 440	P00590	1	4	9
5	CR	317	KERDOUALEN	692	L04039	1	4	
5	CR	318	KERDOUALEN	358	G01368	1	4	12
5	CR	319	KERDOUALEN	1 195	M00787	1	4	
5	CR	320	KERDOUALEN	1 465	M00142	1	4	
5	CR	321	KERDOUALEN	211	G00941	1	4	
5	CR	322	KERDOUALEN	122	L02132	1	4	12
5	CR	323	KERDOUALEN	100	C01218	1	4	11
5	CR	324	KERDOUALEN	262	L03870	1	4	9
5	CR	325	KERDOUALEN	1 010	F00497	1	4	
5	CR	326	KERDOUALEN	1 028	S00506	1	4	
5	CR	327	KERDOUALEN	541	S00527	1	4	
5	CR	328	KERDOUALEN	353	L03567	1	4	12
5	CR	329	KERDOUALEN	696	L02455	1	4	
5	CR	330	KERDOUALEN	843	L04238	1	4	
5	CR	331	KERDOUALEN	336	L02791	1	4	
5	CR	332	KERDOUALEN	740	R00537	1	4	
5	CR	354	KERDOUALEN	25	V00014	1	4	11
5	CR	355	KERDOUALEN	75	G01368	1	4	12
5	CR	384	KERDOUALEN	660	H00177	1	6	
5	CR	385	KERDOUALEN	680	H00177	3	7	
5	CR	412	KERDOUALEN	707	B00370	3	7	
5	CR	413	KERDOUALEN	2 183	R00025	2	4	
5	CR	416	KERDOUALEN	43	H00127	3	7	11
5	CR	417	KERDOUALEN	262	D00562	1	4	
5	CR	418	KERDOUALEN	306	L00489	3	7	
Total périmètre 5		85		52 446				
6	CO	47	KERDOUALEN	347	L03638	1	4	
6	CO	48	KERDOUALEN	2 882	G01126	1	4	12
6	CO	49	KERDOUALEN	417	F00196	1	4	11
6	CO	50	KERDOUALEN	328	E00107	1	4	9
6	CO	51	KERDOUALEN	893	M00266	1	4	9
6	CO	52	KERDOUALEN	1 545	L00310	1	4	11
6	CO	53	KERDOUALEN	519	C01065	1	4	
6	CO	55	KERDOUALEN	849	D00562	1	46	
6	CO	56	KERDOUALEN	969	S00699	1	6	
6	CO	58	KERDOUALEN	286	T00097	1	46	11
6	CO	59	KERDOUALEN	289	B00167	1	46	11
6	CO	60	KERDOUALEN	1 292	H00495	1	46	
6	CO	61	KERDOUALEN	3 147	L03870	1	46	9

*Etat des fonds : 1 = inculte (en friche) ; 2 = sous-exploité (absence de valorisation agricole) ; 3 = exploité

**Type de remise en valeur : 4 = agricole ; 5 = pastorale ; 6 = forestière ; 7 = non concerné

***Bilan de la consultation : °8 = souhait de remise en valeur et d'exploitation par le propriétaire ; 9 = opposition à la procédure – retrait des parcelles proposé au Préfet ; 10 = terres exploitées sans autorisation ; 11 = propriétaires ou indivisaires dont l'identité ou l'adresse n'a pu être déterminée ; 12 = accord procédure avec ou sans condition

N° de périmètre de remise en valeur concerné	Section cadastrale	N° de parcelle	Lieu-dit	Surface (m ²)	Code identifiant propriétaire	Etat des fonds*	Type de remise en valeur**	Bilan de la consultation ***
6	CR	78	KERDOUALEN	790	D00562	3	7	
6	CR	79	KERDOUALEN	1 270	T00489	3	7	
6	CR	80	KERDOUALEN	551	T00489	3	7	
6	CR	81	KERDOUALEN	819	T00489	3	7	
6	CR	82	KERDOUALEN	877	B00370	1	4	
6	CR	83	KERDOUALEN	855	N00300	1	4	
6	CR	84	KERDOUALEN	643	L03870	1	4	9
6	CR	85	KERDOUALEN	596	R00518	1	4	
6	CR	86	KERDOUALEN	2 590	L02891	2	4	
6	CR	87	KERDOUALEN	311	L03439	2	4	12
6	CR	88	KERDOUALEN	1 255	L03544	2	4	9
6	CR	89	KERDOUALEN	3 593	L03865	3	7	
6	CR	90	KERDOUALEN	1 192	L03870	1	46	9
6	CR	91	KERDOUALEN	611	S00506	1	46	
6	CR	92	KERDOUALEN	2 124	L03567	1	46	12
6	CR	93	KERDOUALEN	1 940	S00664	1	46	
6	CR	94	KERDOUALEN	1 230	M00266	1	46	9
6	CR	95	KERDOUALEN	1 228	M00891	1	46	
6	CR	96	KERDOUALEN	1 212	C01065	1	46	
6	CR	97	KERDOUALEN	1 418	L02453	1	4	12
6	CR	98	KERDOUALEN	772	C00850	1	46	11
6	CR	99	KERDOUALEN	1 203	L03870	1	46	9
6	CR	100	KERDOUALEN	1 522	L00161	1	46	8
6	CR	124	KERDOUALEN	632	E00107	1	46	9
6	CR	248	KERDOUALEN	845	C01065	1	46	
6	CR	249	KERSOLF	797	M00891	1	46	
6	CR	250	KERDOUALEN	958	L03047	1	46	
6	CR	251	KERDOUALEN	990	S00374	1	46	12
6	CR	252	KERSOLF	1 383	H00352	1	46	
6	CR	253	KERSOLF	910	B00370	1	46	
6	CR	254	KERDOUALEN	1 575	L01892	1	46	
6	CR	270	KERDOUALEN	341	L04080	1	46	
6	CR	271	KERDOUALEN	294	L01892	1	4	
6	CR	272	KERDOUALEN	330	L02791	1	46	
6	CR	273	KERDOUALEN	350	R00537	1	46	
6	CR	274	KERDOUALEN	705	L00325	1	46	11
6	CR	275	KERDOUALEN	316	_+00002	1	4	
6	CR	277	KERDOUALEN	1 180	L01892	1	4	
6	CR	278	KERDOUALEN	705	G01126	1	4	12
6	CR	279	KERDOUALEN	615	P00996	1	4	
6	CR	280	KERDOUALEN	725	V00014	1	4	11
6	CR	281	KERDOUALEN	528	N00300	1	4	
6	CR	282	KERDOUALEN	246	R00537	1	4	
6	CR	283	KERDOUALEN	621	L01892	1	4	
6	CR	284	KERDOUALEN	602	L02382	1	4	12

*Etat des fonds : 1 = inculte (en friche) ; 2 = sous-exploité (absence de valorisation agricole) ; 3 = exploité

**Type de remise en valeur : 4 = agricole ; 5 = pastorale ; 6 = forestière ; 7 = non concerné

***Bilan de la consultation : °8 = souhait de remise en valeur et d'exploitation par le propriétaire ; 9 = opposition à la procédure – retrait des parcelles proposé au Préfet ; 10 = terres exploitées sans autorisation ; 11 = propriétaires ou indivisaires dont l'identité ou l'adresse n'a pu être déterminée ; 12 = accord procédure avec ou sans condition

N° de périmètre de remise en valeur concerné	Section cadastrale	N° de parcelle	Lieu-dit	Surface (m ²)	Code identifiant propriétaire	Etat des fonds*	Type de remise en valeur**	Bilan de la consultation ***
6	CR	285	KERDOUALEN	594	R00025	1	4	
6	CR	286	KERDOUALEN	283	H00412	1	4	12
6	CR	287	KERDOUALEN	240	L03357	1	4	
6	CR	288	KERDOUALEN	235	R00675	1	4	9
6	CR	289	KERDOUALEN	744	V00014	1	4	11
6	CR	290	KERDOUALEN	1 074	G01368	1	4	12
6	CR	291	KERDOUALEN	906	C00137	2	4	11
6	CR	292	KERDOUALEN	927	L02455	2	4	
6	CR	293	KERDOUALEN	580	R00675	2	4	9
6	CR	294	KERDOUALEN	444	P00590	1	4	9
6	CR	295	KERDOUALEN	1 235	S00664	1	4	
6	CR	296	KERDOUALEN	495	P00590	1	4	9
6	CR	450	KERDOUALEN	313	L02453	3	7	12
6	CR	451	KERDOUALEN	427	T00489	3	7	
Total périmètre 6		72		66 510				
7	CO	77	KERSOLF	903	L02280	2	4	
7	CO	78	KERSOLF	1 060	M00761	2	4	
7	CO	79	KERSOLF	850	L04074	2	4	
7	CO	80	KERSOLF	859	L03434	2	4	
7	CO	81	KERSOLF	1 710	P00899	2	4	8
7	CO	82	KERSOLF	765	L02917	2	4	8
7	CO	83	KERSOLF	450	L02917	2	4	8
7	CO	84	KERSOLF	728	F00224	1	4	
7	CO	85	KERSOLF	883	R00526	1	46	12
7	CO	86	KERSOLF	1 245	Q00225	1	46	
7	CO	87	KERSOLF	1 185	H00452	1	4	
7	CO	88	KERSOLF	952	T00105	2	4	11
7	CO	89	KERSOLF	481	L03006	1	4	
7	CO	90	KERSOLF	151	L02756	2	4	
7	CO	91	KERSOLF	1 412	L02917	2	4	8
7	CO	92	KERSOLF	694	R00759	1	4	
7	CO	93	KERSOLF	725	L02756	1	4	
7	CO	94	KERSOLF	1 060	L01955	1	4	
7	CO	95	KERSOLF	658	T00591	1	4	12
7	CO	96	KERSOLF	740	H00264	2	4	
7	CO	97	KERSOLF	662	M00863	2	4	12
7	CO	98	KERSOLF	890	F00123	1	4	11
7	CO	99	KERSOLF	1 338	M00761	1	4	
7	CO	100	KERSOLF	669	L02917	2	4	8
7	CO	101	KERSOLF	1 485	K00072	1	4	
7	CO	102	KERSOLF	468	O00061	1	4	
7	CO	103	KERSOLF	482	L02280	1	4	
7	CO	104	KERSOLF	740	G00302	1	4	12

*Etat des fonds : 1 = inculte (en friche) ; 2 = sous-exploité (absence de valorisation agricole) ; 3 = exploité

**Type de remise en valeur : 4 = agricole ; 5 = pastorale ; 6 = forestière ; 7 = non concerné

***Bilan de la consultation : °8 = souhait de remise en valeur et d'exploitation par le propriétaire ; 9 = opposition à la procédure – retrait des parcelles proposé au Préfet ; 10 = terres exploitées sans autorisation ; 11 = propriétaires ou indivisaires dont l'identité ou l'adresse n'a pu être déterminée ; 12 = accord procédure avec ou sans condition

N° de périmètre de remise en valeur concerné	Section cadastrale	N° de parcelle	Lieu-dit	Surface (m ²)	Code identifiant propriétaire	Etat des fonds*	Type de remise en valeur**	Bilan de la consultation ***
7	CO	173	KERSOLF	1 115	L02917	2	4	8
7	CO	174	KERSOLF	257	P00814	3	7	
7	CO	175	KERSOLF	1 597	Q00225	1	4	
7	CO	176	KERSOLF	765	L03434	1	4	
7	CO	177	KERSOLF	1 015	L02280	1	4	
7	CO	178	KERSOLF	865	F00224	1	4	
7	CO	296	KERSOLF	188	R00532	1	4	
7	CO	297	KERSOLF	220	H00452	1	4	
7	CO	298	KERSOLF	512	D00516	1	4	
7	CO	299	KERSOLF	1 924	L02280	1	4	
7	CO	300	KERSOLF	390	T00060	1	4	9
7	CO	301	KERSOLF	440	L02280	1	4	
7	CO	302	KERSOLF	293	F00224	1	4	
7	CO	303	KERSOLF	277	F00224	1	4	
7	CO	304	KERSOLF	1 142	R00616	1	46	
7	CO	305	KERSOLF	957	Q00226	1	46	
7	CO	306	KERSOLF	850	L03006	1	46	
7	CO	307	KERSOLF	1 045	L01994	1	46	12
7	CR	159	KERSOLF	1 903	T00647	2	4	
7	CR	186	KERSOLF	1 493	L02917	2	4	8
7	CR	187	KERSOLF	844	O00110	2	4	
7	CR	188	KERSOLF	962	_+00411	3	7	
7	CR	189	KERSOLF	463	_+00411	3	7	
7	CR	190	KERSOLF	441	_+00411	3	7	
7	CR	229	KERSOLF	893	_+00494	3	7	
7	CR	230	KERSOLF	858	_+00411	3	7	
7	CR	231	KERSOLF	939	_+00411	3	7	
7	CR	232	KERSOLF	1 112	_+00411	3	7	
7	CR	233	KERSOLF	1 028	L02280	2	4	
7	CR	234	KERSOLF	1 500	L03006	2	4	
7	CR	235	KERSOLF	1 240	L04164	1	4	
7	CR	236	KERSOLF	937	F00224	2	4	
7	CR	237	KERSOLF	750	F00058	2	4	9
7	CR	238	KERSOLF	579	A00329	2	4	
7	CR	239	KERSOLF	768	Q00012	2	4	11
7	CR	240	KERSOLF	2 013	L02280	2	4	
7	CR	241	KERSOLF	1 455	L01994	1	4	12
7	CR	261	KERSOLF	430	F00497	2	4	
7	CR	262	KERSOLF	414	L02467	2	4	11
7	CR	263	KERSOLF	486	L02990	2	4	
7	CR	264	KERSOLF	1 040	L02917	2	4	8
7	CR	265	KERSOLF	579	L01994	2	4	12
7	CR	266	KERSOLF	628	Q00225	2	4	
Total périmètre 7		71		61 852				

*Etat des fonds : 1 = inculte (en friche) ; 2 = sous-exploité (absence de valorisation agricole) ; 3 = exploité

**Type de remise en valeur : 4 = agricole ; 5 = pastorale ; 6 = forestière ; 7 = non concerné

***Bilan de la consultation : °8 = souhait de remise en valeur et d'exploitation par le propriétaire ; 9 = opposition à la procédure – retrait des parcelles proposé au Préfet ; 10 = terres exploitées sans autorisation ; 11 = propriétaires ou indivisaires dont l'identité ou l'adresse n'a pu être déterminée ; 12 = accord procédure avec ou sans condition

N° de périmètre de remise en valeur concerné	Section cadastrale	N° de parcelle	Lieu-dit	Surface (m ²)	Code identifiant propriétaire	Etat des fonds*	Type de remise en valeur**	Bilan de la consultation ***
8	CR	143	KERSOLF	1 068	L02280	1	4	
8	CR	144	KERSOLF	181	E00004	1	4	11
8	CR	145	KERSOLF	190	L01842	1	4	
8	CR	146	KERSOLF	666	R00747	1	4	11
8	CR	147	KERSOLF	375	H00264	3	7	
8	CR	148	KERSOLF	700	G00941	3	7	
8	CR	149	KERSOLF	1 043	L02280	1	4	
8	CR	150	KERSOLF	667	K00004	1	4	
8	CR	151	KERSOLF	1 260	N00300	2	4	
8	CR	152	KERSOLF	1 578	H00495	1	4	
8	CR	153	KERSOLF	440	L02917	2	4	8
8	CR	154	KERSOLF	503	L03434	1	4	
8	CR	155	KERSOLF	530	M00559	2	4	
8	CR	156	KERSOLF	780	C00791	2	4	12
8	CR	157	KERSOLF	535	O00021	1	4	12
8	CR	158	KERSOLF	1 847	*00223	1	46	
8	CR	161	KERSOLF	612	E00107	1	6	9
8	CR	162	KERSOLF	785	L04238	2	4	
8	CR	163	KERSOLF	1 286	M00559	2	4	
8	CR	164	KERSOLF	431	L04232	2	4	
8	CR	165	KERSOLF	427	R00675	2	4	8
8	CR	166	KERSOLF	505	A00022	3	7	
8	CR	167	KERSOLF	397	L01068	3	7	11
8	CR	168	KERSOLF	950	L02011	2	4	9
8	CR	169	KERSOLF	779	O00247	1	4	12
8	CR	170	KERSOLF	468	L03544	1	4	9
8	CR	171	KERSOLF	1 115	H00495	1	4	
8	CR	172	KERSOLF	703	T00366	1	4	
8	CR	173	KERSOLF	648	C00699	3	7	
8	CR	174	KERSOLF	1 367	L03434	3	7	
8	CR	180	KERSOLF	1 090	G00363	3	7	
8	CR	181	KERSOLF	556	B00752	3	7	
8	CR	182	KERSOLF	1 265	P00814	3	7	
8	CR	183	KERSOLF	725	L03496	3	7	
8	CR	184	KERSOLF	1 068	B00752	3	7	
8	CR	380	KERSOLF	710	M00559	1	4	
Total périmètre 8		36		28 250				
9	CS	84	KERDOUALEN	935	M00786	1	6	12
9	CS	85	KERDOUALEN	890	S00664	1	6	
9	CS	86	KERDOUALEN	1 733	C00850	1	6	11
9	CS	87	KERDOUALEN	853	M00133	3	7	
9	CS	88	KERDOUALEN	750	M00660	1	6	
9	CS	89	KERDOUALEN	766	H00352	1	6	
9	CS	90	KERDOUALEN	693	L03870	1	6	9

*Etat des fonds : 1 = inculte (en friche) ; 2 = sous-exploité (absence de valorisation agricole) ; 3 = exploité

**Type de remise en valeur : 4 = agricole ; 5 = pastorale ; 6 = forestière ; 7 = non concerné

***Bilan de la consultation : °8 = souhait de remise en valeur et d'exploitation par le propriétaire ; 9 = opposition à la procédure – retrait des parcelles proposé au Préfet ; 10 = terres exploitées sans autorisation ; 11 = propriétaires ou indivisaires dont l'identité ou l'adresse n'a pu être déterminée ; 12 = accord procédure avec ou sans condition

N° de périmètre de remise en valeur concerné	Section cadastrale	N° de parcelle	Lieu-dit	Surface (m²)	Code identifiant propriétaire	Etat des fonds*	Type de remise en valeur**	Bilan de la consultation ***
9	CS	91	KERDOUALEN	719	N00300	1	6	
9	CS	92	KERCONAN	741	L01406	1	6	
9	CS	99	KERDUEL	608	L03813	3	7	
9	CS	100	KERDUEL	475	L02293	3	7	
9	CS	101	KERDUEL	880	L04039	2	4	
9	CS	102	KERDUEL	2 823	L03127	2	4	9
9	CS	111	KERDUEL	2 042	G00664	3	7	
9	CS	112	KERDUEL	1 240	*00225	1	4	
9	CS	113	KERDUEL	535	L02305	1	4	11
9	CS	114	KERDUEL	505	_+00002	1	4	
9	CS	115	KERDUEL	583	L00339	1	4	11
9	CS	116	KERDUEL	645	L03044	1	4	
9	CS	117	KERDUEL	806	O00314	1	4	8
9	CS	118	KERDUEL	600	O00201	1	4	9
9	CS	139	KERDUEL	909	J00295	1	4	
9	CS	140	KERDUEL	188	M00829	1	4	
9	CS	141	KERDUEL	729	L02150	1	4	
9	CS	142	KERDUEL	779	_+00002	1	4	
9	CS	143	KERDUEL	1 170	L01972	1	4	12
9	CS	144	KERDUEL	2 097	L02990	1	4	
9	CS	145	KERDUEL	675	_+00002	1	4	
9	CS	146	KERDUEL	606	_+00002	1	4	
9	CS	147	KERDUEL	2 340	G00665	3	7	
9	CS	148	KERDUEL	645	R00596	2	4	
9	CS	149	KERDUEL	905	L04164	1	4	
9	CS	151	KERDUEL	1 407	M00072	1	4	9
9	CS	152	KERDUEL	1 113	G00664	3	7	
9	CS	153	KERDUEL	761	M00660	1	4	
9	CS	154	KERDUEL	376	L02327	1	4	11
9	CS	155	KERDUEL	381	L03949	1	4	12
9	CS	157	KERSOLF	1 599	T00591	2	4	12
9	CS	158	KERSOLF	2 394	G00664	3	7	
9	CS	159	KERSOLF	1 103	L01994	2	4	12
9	CS	160	KERSOLF	615	L01461	2	4	
9	CS	161	KERSOLF	2 517	G01503	3	7	
9	CS	162	KERSOLF	550	L01963	1	4	12
9	CS	163	KERSOLF	170	G00302	1	4	12
9	CS	164	KERSOLF	990	L02305	1	4	11
9	CS	165	KERSOLF	293	L02150	1	4	
9	CS	166	KERSOLF	618	L02917	2	4	8
9	CS	167	KERSOLF	409	_+00002	1	4	
9	CS	168	KERSOLF	410	B00326	2	4	12
9	CS	169	KERSOLF	2 124	O00258	1	4	12
9	CS	170	KERSOLF	976	C01078	1	4	12
9	CS	171	KERSOLF	663	L03006	1	4	

*Etat des fonds : 1 = inculte (en friche) ; 2 = sous-exploité (absence de valorisation agricole) ; 3 = exploité

**Type de remise en valeur : 4 = agricole ; 5 = pastorale ; 6 = forestière ; 7 = non concerné

***Bilan de la consultation : °8 = souhait de remise en valeur et d'exploitation par le propriétaire ; 9 = opposition à la procédure – retrait des parcelles proposé au Préfet ; 10 = terres exploitées sans autorisation ; 11 = propriétaires ou indivisaires dont l'identité ou l'adresse n'a pu être déterminée ; 12 = accord procédure avec ou sans condition

N° de périmètre de remise en valeur concerné	Section cadastrale	N° de parcelle	Lieu-dit	Surface (m²)	Code identifiant propriétaire	Etat des fonds*	Type de remise en valeur**	Bilan de la consultation ***
9	CS	172	KERSOLF	636	L03415	2	4	
9	CS	173	KERSOLF	577	F00424	1	4	
9	CS	174	KERSOLF	503	L02486	1	4	
9	CS	175	KERSOLF	477	B01232	1	4	
9	CS	176	KERSOLF	529	S00077	1	4	11
9	CS	177	KERSOLF	1 565	G00664	3	7	
9	CS	178	KERSOLF	458	L03434	1	4	
9	CS	179	KERSOLF	547	R00368	1	4	
9	CS	180	KERSOLF	725	L04076	1	4	
9	CS	181	KERSOLF	644	_+00002	1	4	
9	CS	182	KERSOLF	750	B00752	1	4	
9	CS	183	KERSOLF	1 825	L03418	1	4	
9	CS	184	KERSOLF	1 828	M00109	1	4	11
9	CS	185	KERSOLF	845	L02791	3	7	
9	CS	186	KERSOLF	890	H00412	1	4	12
9	CS	187	KERSOLF	2 105	L03567	1	4	12
9	CS	188	KERSOLF	2 322	L02917	2	4	8
9	CS	189	KERSOLF	620	S00141	2	4	
9	CS	190	KERSOLF	1 185	L02500	1	4	
9	CS	191	KERSOLF	969	L01955	1	4	
9	CS	192	KERSOLF	675	C00791	1	4	12
9	CS	193	KERSOLF	685	L03434	1	4	
9	CS	194	KERSOLF	482	L03496	1	4	
9	CS	195	KERSOLF	3 217	L02280	2	4	
9	CS	196	KERSOLF	1 595	L02917	2	4	8
9	CS	197	KERSOLF	2 123	V00198	1	4	
9	CS	198	KERSOLF	1 334	M00660	1	4	
9	CS	199	KERDOUALEN	816	M00786	1	4	12
9	CS	200	KERDOUALEN	368	N00247	1	4	
9	CS	202	KERDUEL	1 413	H00448	2	4	
9	CS	203	KERDUEL	1 585	G00664	3	7	
9	CS	204	KERDUEL	519	L03434	1	4	
9	CS	205	KERDOUALEN	906	C01065	2	4	
9	CS	206	KERDOUALEN	1 037	H00495	1	4	
9	CS	207	KERDOUALEN	485	I00018	1	4	11
9	CS	208	KERDOUALEN	495	R00354	1	4	11
9	CS	209	KERDOUALEN	465	L00161	2	4	8
9	CS	210	KERDOUALEN	504	L02208	1	4	8
9	CS	211	KERDOUALEN	536	P00590	1	4	9
9	CS	214	KERSOLF	1 143	_+00002	1	4	
9	CS	215	KERSOLF	2 370	L02486	1	4	
9	CS	216	KERSOLF	962	M00266	1	4	9
9	CS	217	KERSOLF	855	C00782	1	4	12
9	CS	218	KERSOLF	1 630	L02917	2	4	8
9	CS	219	KERSOLF	953	L03418	2	4	

*Etat des fonds : 1 = inculte (en friche) ; 2 = sous-exploité (absence de valorisation agricole) ; 3 = exploité

**Type de remise en valeur : 4 = agricole ; 5 = pastorale ; 6 = forestière ; 7 = non concerné

***Bilan de la consultation : °8 = souhait de remise en valeur et d'exploitation par le propriétaire ; 9 = opposition à la procédure – retrait des parcelles proposé au Préfet ; 10 = terres exploitées sans autorisation ; 11 = propriétaires ou indivisaires dont l'identité ou l'adresse n'a pu être déterminée ; 12 = accord procédure avec ou sans condition

N° de périmètre de remise en valeur concerné	Section cadastrale	N° de parcelle	Lieu-dit	Surface (m²)	Code identifiant propriétaire	Etat des fonds*	Type de remise en valeur**	Bilan de la consultation ***
9	CS	220	KERSOLF	715	L02990	2	4	
9	CS	221	KERSOLF	1 405	D00881	2	4	
9	CS	222	KERSOLF	1 213	D00935	2	4	
9	CS	223	KERSOLF	1 400	L03544	1	4	9
9	CS	224	KERSOLF	465	V00198	1	4	
9	CS	225	KERSOLF	505	L01388	1	4	
9	CS	226	KERSOLF	655	S00527	1	4	
9	CS	227	KERSOLF	802	L02486	2	4	
9	CS	228	KERSOLF	745	H00264	1	4	
9	CS	229	KERSOLF	1 220	L03870	1	4	9
9	CS	230	KERSOLF	3 218	G00664	1	4	8
9	CS	231	KERSOLF	660	M00051	2	4	
9	CS	232	KERDOUALEN	1 353	L03418	1	4	
9	CS	233	KERDOUALEN	662	L04232	1	6	
9	CS	234	KERDOUALEN	583	V00198	1	6	
9	CS	235	KERDOUALEN	1 177	S00664	1	4	
9	CS	236	KERDOUALEN	928	M00787	1	4	
9	CS	237	KERDOUALEN	440	G01507	1	6	
9	CS	238	KERDOUALEN	1 753	L03047	1	6	
9	CS	239	KERDOUALEN	1 075	O00314	1	6	
9	CS	379	KERDUEL	7 874	O00201	1	4	9
9	CS	380	KERDUEL	138	G00065	1	4	
9	CS	385	KERDOUALEN	2 074	G00664	3	7	
9	CS	386	KERDOUALEN	2 211	L03870	1	4	9
9	CS	387	KERDOUALEN	635	O00201	1	4	9
9	CS	514	KERDUEL	1 150	N00296	1	4	
9	CS	519	KERDUEL	90	K00310	1	4	
9	CS	523	KERDUEL	636	T00585	3	7	
Total périmètre 9		125		133 269				
10	CI	7	KERDUEL	1 165	L00348	1	4	
10	CI	14	KERDUEL	414	T00659	2	4	12
10	CI	15	KERDUEL	407	H00495	2	4	
10	CI	16	KERDUEL	427	L02437	2	4	
10	CI	17	KERDUEL	1 250	L04076	1	4	
10	CI	18	KERDUEL	7 775	G00665	3	7	
10	CI	19	KERDUEL	690	N00296	3	7	
10	CI	20	KERDUEL	627	C00782	3	7	1
10	CI	21	KERDUEL	859	F00043	3	7	
10	CI	22	KERDUEL	856	R00675	3	7	9
10	CI	30	KERGROES	476	O00005	3	7	11
10	CI	33	KERGROES	1 230	L02150	3	7	

*Etat des fonds : 1 = inculte (en friche) ; 2 = sous-exploité (absence de valorisation agricole) ; 3 = exploité

**Type de remise en valeur : 4 = agricole ; 5 = pastorale ; 6 = forestière ; 7 = non concerné

***Bilan de la consultation : °8 = souhait de remise en valeur et d'exploitation par le propriétaire ; 9 = opposition à la procédure – retrait des parcelles proposé au Préfet ; 10 = terres exploitées sans autorisation ; 11 = propriétaires ou indivisaires dont l'identité ou l'adresse n'a pu être déterminée ; 12 = accord procédure avec ou sans condition

N° de périmètre de remise en valeur concerné	Section cadastrale	N° de parcelle	Lieu-dit	Surface (m ²)	Code identifiant propriétaire	Etat des fonds*	Type de remise en valeur**	Bilan de la consultation ***
10	CI	308	KERDUEL	1 130	M00660	3	47	
10	CI	309	KERDUEL	1 058	O00247	3	47	1
10	CI	310	KERDUEL	1 995	L03949	3	7	
10	CI	311	KERDUEL	9 950	O00247	1	47	1
10	CI	312	KERDUEL	1 028	G00980	1	4	12
10	CI	313	KERDUEL	270	R00596	1	4	
10	CI	314	KERDUEL	1 035	L00414	1	4	
10	CI	315	KERDUEL	8 487	G00664	3	7	
10	CI	316	KERDUEL	1 120	F00224	1	4	
10	CI	317	KERDUEL	935	O00247	1	4	12
10	CI	318	KERDUEL	1 490	L02280	2	4	
10	CI	319	KERDUEL	244	G00980	2	4	12
10	CI	320	KERDUEL	229	L04045	2	4	
10	CI	321	KERDUEL	1 303	G00828	2	4	12
10	CI	322	KERDUEL	620	F00043	1	4	
10	CI	323	KERDUEL	1 182	J00295	1	4	
10	CI	382	KERGROES	5 912	L03578	3	7	
10	CI	394	KERDUEL	3 596	O00247	1	4	12
10	CI	396	KERDUEL	2 489	G00664	3	7	
10	CI	398	KERDUEL	2 511	O00247	1	4	12
10	CI	400	KERDUEL	477	G00980	1	4	12
10	CI	404	KERDUEL	751	L02610	1	4	
10	CI	406	KERDUEL	1 586	O00247	1	4	12
10	CI	408	KERDUEL	1 348	L04076	1	4	
10	CI	410	KERDUEL	955	F00043	1	4	
10	CI	412	KERDUEL	5 797	G00665	3	7	
10	CI	414	KERDUEL	1 665	G00886	2	4	
10	CI	417	KERGROES	1 746	O00201	1	6	9
10	CI	421	KERGROES	443	L01955	3	7	
10	CI	423	KERDUEL	367	E00004	1	4	11
10	CI	425	KERGROES	305	E00004	1	6	11
10	CI	427	KERDUEL	416	G00828	1	4	12
10	CI	429	KERDUEL	740	L01354	3	7	
10	CI	431	KERGROES	537	S00239	1	6	12
10	CI	433	KERGROES	678	F00222	1	6	
10	CI	435	KERGROES	701	C00782	3	7	1
10	CI	437	KERGROES	1 475	G00337	3	7	11
10	CI	441	KERGROES	552	L03578	3	7	
10	CI	443	KERDUEL	377	M00715	1	4	
Total périmètre 10		51		83 676				
11	CK	220	KERSOLF	1 040	L02484	2	4	12
11	CK	221	KERSOLF	978	L02484	1	4	12
11	CK	222	KERSOLF	475	F00520	1	4	

*Etat des fonds : 1 = inculte (en friche) ; 2 = sous-exploité (absence de valorisation agricole) ; 3 = exploité

**Type de remise en valeur : 4 = agricole ; 5 = pastorale ; 6 = forestière ; 7 = non concerné

***Bilan de la consultation : °8 = souhait de remise en valeur et d'exploitation par le propriétaire ; 9 = opposition à la procédure – retrait des parcelles proposé au Préfet ; 10 = terres exploitées sans autorisation ; 11 = propriétaires ou indivisaires dont l'identité ou l'adresse n'a pu être déterminée ; 12 = accord procédure avec ou sans condition

N° de périmètre de remise en valeur concerné	Section cadastrale	N° de parcelle	Lieu-dit	Surface (m ²)	Code identifiant propriétaire	Etat des fonds*	Type de remise en valeur**	Bilan de la consultation ***
11	CK	223	KERSOLF	435	L03418	1	4	
11	CK	224	KERSOLF	555	L03415	2	4	
11	CK	225	KERSOLF	1 320	L02486	1	46	
11	CK	226	KERSOLF	1 367	F00326	1	46	11
11	CK	227	KERSOLF	1 178	O00219	2	4	8
11	CK	228	KERSOLF	722	L01461	1	4	
11	CK	229	KERSOLF	807	B00326	1	4	12
11	CK	230	KERSOLF	480	F00497	1	4	
11	CK	231	KERSOLF	578	S00145	1	4	12
11	CK	232	KERSOLF	1 780	C00850	1	4	11
11	CK	233	KERSOLF	1 140	B00752	1	4	
11	CK	234	KERSOLF	760	C01363	3	7	
11	CK	235	KERSOLF	567	R00525	1	4	
11	CK	236	KERSOLF	700	H00495	1	4	
11	CK	237	KERSOLF	650	L02484	2	4	12
11	CK	257	KERSOLF	1 193	T00591	3	7	12
11	CK	258	KERSOLF	527	L02486	3	7	
11	CK	259	KERSOLF	1 343	L04074	1	4	
11	CK	264	KERSOLF	742	L04074	1	4	
11	CK	265	KERSOLF	1 435	O00258	1	4	12
11	CK	266	KERSOLF	655	L04172	1	4	12
11	CK	267	KERSOLF	675	A00329	1	4	
11	CK	268	KERSOLF	2 010	R00435	1	4	
11	CK	269	KERSOLF	312	D00881	1	4	
11	CK	270	KERSOLF	223	C00594	1	4	
11	CK	271	KERSOLF	819	L02484	1	4	12
11	CK	272	KERSOLF	1 788	L03096	1	4	
11	CK	273	KERSOLF	1 107	R00525	3	7	
Total périmètre 11		31		28 361				
12	CL	9	KERSOLF	965	L02917	2	4	8
12	CL	10	KERSOLF	611	L03418	2	4	
12	CL	11	KERSOLF	1 140	H00283	2	4	8
12	CL	12	KERSOLF	2 218	H00283	2	4	8
12	CL	13	KERSOLF	512	L02610	2	4	
12	CL	14	KERSOLF	1 568	L02917	2	4	8
12	CL	15	KERSOLF	780	L04183	1	4	
12	CL	16	KERSOLF	662	A00083	1	4	
12	CL	17	KERSOLF	535	F00555	1	4	11
12	CL	18	KERSOLF	1 457	A00329	1	4	
12	CL	19	KERSOLF	445	L03496	1	4	
12	CL	20	KERSOLF	520	B00800	1	4	12
12	CL	21	KERSOLF	1 465	G01420	1	4	
12	CL	22	KERSOLF	1 429	L02756	1	46	
12	CL	23	KERLIVIOU	1 688	O00169	2	4	12

*Etat des fonds : 1 = inculte (en friche) ; 2 = sous-exploité (absence de valorisation agricole) ; 3 = exploité

**Type de remise en valeur : 4 = agricole ; 5 = pastorale ; 6 = forestière ; 7 = non concerné

***Bilan de la consultation : °8 = souhait de remise en valeur et d'exploitation par le propriétaire ; 9 = opposition à la procédure – retrait des parcelles proposé au Préfet ; 10 = terres exploitées sans autorisation ; 11 = propriétaires ou indivisaires dont l'identité ou l'adresse n'a pu être déterminée ; 12 = accord procédure avec ou sans condition

N° de périmètre de remise en valeur concerné	Section cadastrale	N° de parcelle	Lieu-dit	Surface (m²)	Code identifiant propriétaire	Etat des fonds*	Type de remise en valeur**	Bilan de la consultation ***
12	CL	24	KERLIVIOU	606	T00591	1	4	12
12	CL	25	KERLIVIOU	802	C01078	2	4	8
12	CL	26	KERLIVIOU	781	L00992	1	4	11
12	CL	27	KERLIVIOU	151	L04183	1	4	
12	CL	28	KERLIVIOU	760	C01479	1	4	
12	CL	29	KERLIVIOU	539	L01994	2	4	12
12	CL	30	KERLIVIOU	1 438	R00368	1	46	
12	CL	31	KERLIVIOU	790	L02484	2	4	12
12	CL	32	KERLIVIOU	1 798	F00238	1	4	8
12	CL	33	KERLIVIOU	920	R00035	1	4	
12	CL	34	KERLIVIOU	572	L01068	1	4	11
12	CL	84	KERLIVIOU	1 325	D00137	1	6	
12	CL	96	KERGOLAER	497	B00670	3	7	
12	CL	98	KERGOLAER	181	L02484	1	6	12
12	CL	99	KERGOLAER	330	L00265	1	6	12
12	CL	100	KERGOLAER	332	M00559	1	6	
12	CL	101	KERGOLAER	410	B00800	1	6	12
12	CL	102	KERGOLAER	1 545	L01955	1	6	
12	CL	103	KERGOLAER	448	F00634	3	7	11
12	CL	104	KERGOLAER	390	F00555	3	7	11
12	CL	105	KERGOLAER	767	F00424	3	7	
12	CL	106	KERGOLAER	273	L03413	3	7	
12	CL	107	KERGOLAER	165	L03434	3	7	
12	CL	125	KERGOLAER	642	L02917	2	4	8
12	CL	126	KERGOLAER	458	P00435	1	4	12
12	CL	127	KERGOLAER	605	R00035	1	4	
12	CL	128	KERGOLAER	1 050	L01461	1	4	
12	CL	129	KERGOLAER	4 508	L01955	1	4	
12	CL	130	KERGOLAER	1 720	L01955	1	6	
12	CL	131	KERLIVIOU	435	M00892	1	6	
12	CL	132	KERLIVIOU	372	C00249	1	6	
12	CL	133	KERLIVIOU	377	L01955	1	6	
12	CL	134	KERLIVIOU	505	O00258	1	6	12
12	CL	135	KERLIVIOU	457	T00009	1	6	
12	CL	136	KERLIVIOU	438	P00729	1	6	
12	CL	137	KERLIVIOU	403	L02610	1	6	
12	CL	138	KERLIVIOU	2 562	F00238	1	6	8
12	CL	139	KERLIVIOU	665	R00035	1	6	
12	CL	140	KERLIVIOU	1 798	L02484	2	4	12
12	CL	141	KERLIVIOU	1 792	F00424	1	4	
12	CL	142	KERLIVIOU	820	L01994	3	7	12
12	CL	143	KERSOLF	1 295	H00074	1	46	
12	CL	144	KERSOLF	1 089	B00752	1	6	
12	CL	145	KERSOLF	1 453	H00452	2	4	
12	CL	146	KERSOLF	1 131	C00791	1	6	12

*Etat des fonds : 1 = inculte (en friche) ; 2 = sous-exploité (absence de valorisation agricole) ; 3 = exploité

**Type de remise en valeur : 4 = agricole ; 5 = pastorale ; 6 = forestière ; 7 = non concerné

***Bilan de la consultation : °8 = souhait de remise en valeur et d'exploitation par le propriétaire ; 9 = opposition à la procédure – retrait des parcelles proposé au Préfet ; 10 = terres exploitées sans autorisation ; 11 = propriétaires ou indivisaires dont l'identité ou l'adresse n'a pu être déterminée ; 12 = accord procédure avec ou sans condition

N° de périmètre de remise en valeur concerné	Section cadastrale	N° de parcelle	Lieu-dit	Surface (m²)	Code identifiant propriétaire	Etat des fonds*	Type de remise en valeur**	Bilan de la consultation ***
12	CL	147	KERGOLAER	1 773	L01994	3	7	12
12	CL	148	KERGOLAER	1 237	F00424	1	4	
12	CL	149	KERGOLAER	1 078	R00211	1	4	
12	CL	150	KERGOLAER	1 617	D00881	1	4	
12	CL	151	KERGOLAER	2 532	L02917	2	4	8
12	CL	152	KERGOLAER	946	T00119	1	4	8
12	CL	153	KERGOLAER	946	L00265	1	4	12
12	CL	154	KERGOLAER	957	L02610	1	4	
12	CL	155	KERGOLAER	885	C00791	1	4	12
12	CL	156	KERGOLAER	404	C00791	1	4	12
12	CL	157	KERGOLAER	2 000	S00664	1	4	
12	CL	158	KERGOLAER	2 043	F00424	1	4	
12	CL	159	KERGOLAER	1 795	F00238	1	4	8
12	CL	160	KERGOLAER	755	A00329	1	4	
12	CL	161	KERGOLAER	448	L02484	2	4	12
12	CL	162	KERGOLAER	2 828	*00200	2	4	8
12	CL	163	KERGOLAER	1 442	L02917	2	4	8
12	CL	164	KERGOLAER	950	L03434	3	7	
12	CL	206	KERSOLF	704	L01461	1	6	
12	CL	207	KERSOLF	1 257	L02280	2	4	
12	CL	208	KERSOLF	2 002	L03434	3	7	
12	CL	240	KERSOLF	1 769	F00442	1	4	
12	CL	281	KERGOLAER	29	C00594	3	7	
12	CL	282	KERGOLAER	2 316	C00594	3	7	
12	CL	296	KERGOLAER	324	V00119	3	7	
12	CL	297	KERGOLAER	166	B00670	3	7	
Total périmètre 12		86		89 593				
13	CL	166	KERSOLF	481	G01257	1	4	9
13	CL	167	KERSOLF	470	L00265	1	4	12
13	CL	168	KERSOLF	521	L02917	1	4	8
13	CL	169	KERSOLF	821	Q00191	2	4	
13	CL	170	KERSOLF	840	P00975	1	4	
13	CL	171	KERSOLF	795	L04203	1	4	12
13	CL	173	KERSOLF	415	R00616	1	4	
13	CL	174	KERSOLF	640	B00752	1	4	
13	CL	175	KERSOLF	364	L03434	1	4	
13	CL	176	KERSOLF	1 878	B00752	1	4	
13	CL	177	KERSOLF	1 392	F00238	1	4	12
13	CL	178	KERSOLF	713	Q00191	1	4	
13	CL	179	KERSOLF	697	L02756	1	4	
13	CL	180	KERSOLF	994	R00616	1	4	
13	CL	181	KERSOLF	1 649	F00424	1	4	
13	CL	182	KERSOLF	875	D00384	1	4	
13	CL	194	KERSOLF	603	L01995	3	7	

*Etat des fonds : 1 = inculte (en friche) ; 2 = sous-exploité (absence de valorisation agricole) ; 3 = exploité

**Type de remise en valeur : 4 = agricole ; 5 = pastorale ; 6 = forestière ; 7 = non concerné

***Bilan de la consultation : °8 = souhait de remise en valeur et d'exploitation par le propriétaire ; 9 = opposition à la procédure – retrait des parcelles proposé au Préfet ; 10 = terres exploitées sans autorisation ; 11 = propriétaires ou indivisaires dont l'identité ou l'adresse n'a pu être déterminée ; 12 = accord procédure avec ou sans condition

N° de périmètre de remise en valeur concerné	Section cadastrale	N° de parcelle	Lieu-dit	Surface (m ²)	Code identifiant propriétaire	Etat des fonds*	Type de remise en valeur**	Bilan de la consultation ***
13	CL	195	KERSOLF	232	L02756	1	4	
13	CL	196	KERSOLF	1 469	B00752	1	4	
13	CL	197	KERSOLF	942	F00058	1	4	9
13	CL	198	KERSOLF	1 250	L01994	2	4	12
13	CL	199	KERSOLF	1 800	R00616	1	4	
13	CL	203	KERSOLF	1 245	T00541	1	4	
13	CL	237	KERSOLF	440	L01955	1	4	
13	CL	238	KERSOLF	479	L01955	1	4	
13	CL	273	KERSOLF	417	U00014	3	7	
13	CL	287	KERSOLF	657	L01995	3	7	
13	CL	306	KERSOLF	200	L01995	3	7	
13	CN	6	TRENEZ	2 470	L04203	1	4	12
13	CN	7	TRENEZ	880	F00238	1	4	12
13	CN	8	TRENEZ	870	F00238	1	4	12
13	CN	9	TRENEZ	1 005	L02756	1	4	
13	CN	10	TRENEZ	1 390	L01955	1	4	
13	CN	11	TRENEZ	573	G00055	3	7	
13	CN	12	TRENEZ	1 042	L01994	3	7	12
13	CN	16	TRENEZ	582	Z00006	2	4	
13	CN	17	TRENEZ	475	Z00006	2	4	
13	CN	18	TRENEZ	465	Z00006	2	4	
13	CN	19	TRENEZ	935	P00975	1	4	
13	CN	20	TRENEZ	958	Q00148	2	4	
13	CN	21	TRENEZ	875	L02500	2	4	
13	CN	22	TRENEZ	1 350	L03733	1	4	12
13	CN	23	TRENEZ	790	F00424	1	4	
13	CN	24	TRENEZ	605	P00975	1	4	
13	CN	25	TRENEZ	505	C00791	1	4	12
13	CN	26	TRENEZ	1 670	*00217	1	4	
13	CN	27	TRENEZ	448	L02379	1	4	11
13	CN	28	TRENEZ	860	L01955	1	4	
13	CN	30	TRENEZ	960	F00181	1	4	
13	CN	31	TRENEZ	802	B00929	1	4	
13	CN	32	KERGOLAER	748	B00800	1	4	12
13	CN	33	KERGOLAER	572	L02484	1	4	12
13	CN	34	KERGOLAER	888	R00022	1	4	11
13	CN	35	KERGOLAER	877	B00752	1	4	
13	CN	36	KERGOLAER	443	B00326	1	4	12
13	CN	37	KERGOLAER	490	C00079	2	4	
13	CN	38	KERGOLAER	932	T00119	2	4	12
13	CN	39	KERGOLAER	620	B00731	1	4	
13	CN	40	KERGOLAER	710	C00791	1	4	12
13	CN	41	KERGOLAER	813	P00435	1	4	12
13	CN	42	KERGOLAER	1 232	B00752	1	4	
13	CN	43	KERGOLAER	785	P00975	1	4	

*Etat des fonds : 1 = inculte (en friche) ; 2 = sous-exploité (absence de valorisation agricole) ; 3 = exploité

**Type de remise en valeur : 4 = agricole ; 5 = pastorale ; 6 = forestière ; 7 = non concerné

***Bilan de la consultation : °8 = souhait de remise en valeur et d'exploitation par le propriétaire ; 9 = opposition à la procédure – retrait des parcelles proposé au Préfet ; 10 = terres exploitées sans autorisation ; 11 = propriétaires ou indivisaires dont l'identité ou l'adresse n'a pu être déterminée ; 12 = accord procédure avec ou sans condition

N° de périmètre de remise en valeur concerné	Section cadastrale	N° de parcelle	Lieu-dit	Surface (m ²)	Code identifiant propriétaire	Etat des fonds*	Type de remise en valeur**	Bilan de la consultation ***
13	CN	44	KERGOLAER	798	P00435	1	4	12
13	CN	45	KERGOLAER	1 025	F00238	1	4	12
13	CN	46	KERGOLAER	647	F00238	1	4	12
13	CN	47	KERGOLAER	106	A00329	3	7	
13	CN	48	KERGOLAER	277	B00800	3	7	12
13	CN	49	KERGOLAER	549	L02917	2	4	8
13	CN	50	KERGOLAER	573	C00791	1	4	12
13	CN	51	KERGOLAER	600	B00752	1	4	
13	CN	52	KERGOLAER	428	L03036	1	4	
13	CN	53	KERGOLAER	645	F00238	1	4	12
13	CN	54	KERGOLAER	787	Q00191	1	4	
13	CN	55	KERGOLAER	1 486	F00424	1	4	
13	CN	56	KERGOLAER	703	S00145	1	4	12
13	CN	57	KERGOLAER	882	B00752	1	4	
13	CN	58	KERGOLAER	615	F00238	1	4	12
13	CN	59	KERGOLAER	783	G01258	1	4	
13	CN	60	KERGOLAER	1 487	R00253	1	4	
13	CN	61	KERGOLAER	1 870	C00791	1	4	12
13	CN	62	KERGOLAER	522	H00452	1	4	
13	CN	63	KERGOLAER	930	L01955	1	4	
13	CN	64	KERGOLAER	742	M00892	1	4	
13	CN	65	KERGOLAER	385	L00265	1	4	12
13	CN	66	KERGOLAER	388	P01064	1	4	
13	CN	359	KERGOLAER	873	A00329	1	5	
13	CN	360	KERGOLAER	1 184	B00042	1	5	11
13	CN	361	KERGOLAER	2 263	C00791	1	5	12
13	CN	362	KERGOLAER	1 112	T00119	1	5	8
13	CN	363	KERGOLAER	210	C00841	1	5	11
13	CN	404	KERGOLAER	377	_+00215	1	5	11
13	CN	405	KERGOLAER	420	H00452	1	5	
13	CN	406	KERGOLAER	610	B00752	1	5	
13	CN	407	KERGOLAER	1 293	N00077	1	456	12
13	CN	408	KERGOLAER	230	S00145	1	45	12
13	CN	409	KERGOLAER	295	L01955	1	45	
13	CN	410	KERGOLAER	690	F00222	1	45	
13	CN	411	KERGOLAER	1 180	K00289	1	45	8
13	CN	412	KERGOLAER	585	F00424	1	45	
13	CN	413	KERGOLAER	4 915	L01955	1	45	
13	CN	414	KERGOLAER	628	L01955	1	4	
13	CN	415	KERGOLAER	577	B00326	1	4	12
13	CN	416	KERGOLAER	1 803	H00452	1	46	
13	CN	417	KERGOLAER	472	C00791	1	4	12
13	CN	418	KERGOLAER	365	P00012	1	4	
13	CN	419	KERGOLAER	285	F00520	1	4	
13	CN	420	KERGOLAER	707	L03434	1	4	

*Etat des fonds : 1 = inculte (en friche) ; 2 = sous-exploité (absence de valorisation agricole) ; 3 = exploité

**Type de remise en valeur : 4 = agricole ; 5 = pastorale ; 6 = forestière ; 7 = non concerné

***Bilan de la consultation : °8 = souhait de remise en valeur et d'exploitation par le propriétaire ; 9 = opposition à la procédure – retrait des parcelles proposé au Préfet ; 10 = terres exploitées sans autorisation ; 11 = propriétaires ou indivisaires dont l'identité ou l'adresse n'a pu être déterminée ; 12 = accord procédure avec ou sans condition

N° de périmètre de remise en valeur concerné	Section cadastrale	N° de parcelle	Lieu-dit	Surface (m²)	Code identifiant propriétaire	Etat des fonds*	Type de remise en valeur**	Bilan de la consultation ***
13	CN	421	KERGOLAER	765	N00300	1	4	
13	CN	422	KERGOLAER	608	G00126	1	4	11
13	CN	423	KERGOLAER	1 925	A00329	1	4	
13	CN	425	TRENEZ	727	L02056	1	4	12
13	CN	427	KERGOLAER	199	L02853	1	56	12
13	CN	428	KERGOLAER	212	M00761	1	46	
13	CN	429	KERGOLAER	161	L01461	1	5	
13	CN	430	KERGOLAER	305	P00975	1	5	
13	CN	431	TRENEZ	613	K00289	1	5	12
13	CN	432	TRENEZ	395	L00325	1	5	11
13	CN	433	TRENEZ	525	A00329	1	5	
13	CN	434	TRENEZ	1 317	L02610	1	4	
13	CN	435	TRENEZ	767	B00800	1	4	12
13	CN	436	TRENEZ	493	*00221	1	4	
13	CN	437	TRENEZ	743	B00731	1	45	
13	CN	438	TRENEZ	702	B00929	1	45	
13	CN	439	TRENEZ	943	L01955	1	45	
13	CN	440	TRENEZ	407	L03434	1	5	
13	CN	441	TRENEZ	738	P01038	1	4	9
13	CN	442	TRENEZ	1 258	F00497	1	45	
13	CN	443	TRENEZ	3 172	_+00215	1	45	11
13	CN	446	TRENEZ	800	L03036	1	45	
13	CN	447	TRENEZ	428	N00300	1	45	
13	CN	448	TRENEZ	590	L03634	1	45	
13	CN	449	TRENEZ	1 492	F00424	1	4	
13	CN	512	KERGOLAER	627	L01955	1	4	
13	CN	519	TRENEZ	145	F00181	1	4	
13	CN	520	TRENEZ	1 730	P00586	1	4	12
13	CN	544	TRENEZ	1 355	P00435	1	46	12
13	CN	545	TRENEZ	1 010	G01258	1	4	
13	CN	552	TRENEZ	1 094	L03634	2	5	
13	CN	575	KERGOLAER	1 200	L04203	1	4	12
13	CN	576	KERGOLAER	870	L04203	1	46	12
13	CN	577	KERGOLAER	1 035	L04203	1	46	12
13	CN	642	TRENEZ	282	L03634	2	5	
13	CN	643	TRENEZ	811	T00119	2	5	12
Total périmètre 13		143		121 645				
14	CN	102	KERGOLAER	6 105	L02725	2	5	11
14	CN	116	KERGOLAER	1 724	L02725	3	7	11
14	CN	517	KERGOLAER	90	C00791	3	7	12
14	CN	568	KERGOLAER	217	L02725	2	5	11
Total périmètre 14		4		8 136				

*Etat des fonds : 1 = inculte (en friche) ; 2 = sous-exploité (absence de valorisation agricole) ; 3 = exploité

**Type de remise en valeur : 4 = agricole ; 5 = pastorale ; 6 = forestière ; 7 = non concerné

***Bilan de la consultation : °8 = souhait de remise en valeur et d'exploitation par le propriétaire ; 9 = opposition à la procédure – retrait des parcelles proposé au Préfet ; 10 = terres exploitées sans autorisation ; 11 = propriétaires ou indivisaires dont l'identité ou l'adresse n'a pu être déterminée ; 12 = accord procédure avec ou sans condition

N° de périmètre de remise en valeur concerné	Section cadastrale	N° de parcelle	Lieu-dit	Surface (m²)	Code identifiant propriétaire	Etat des fonds*	Type de remise en valeur**	Bilan de la consultation ***
15	BX	206	KERNON ARMOR	1 535	O00145	1	4	8
15	BX	207	KERNON ARMOR	1 318	*00163	2	4	9
15	BX	241	KERGLOUANOU	4 608	L03736	1	4	
15	BX	242	KERGLOUANOU	1 475	P00798	1	4	9
15	BX	243	KERGLOUANOU	1 435	M00787	1	4	
15	BX	244	KERGLOUANOU	1 028	L03817	2	4	
15	BX	246	KERGLOUANOU	935	L02548	1	6	11
15	BX	247	KERGLOUANOU	1 008	C01438	1	6	9
15	BX	248	KERGLOUANOU	5 115	O00145	1	6	
15	BX	249	KERGLOUANOU	3 198	L03864	3	7	
15	BX	250	KERNON ARMOR	1 857	A00380	1	6	12
15	BX	251	KERNON ARMOR	1 672	O00246	1	6	12
15	BX	252	KERNON ARMOR	2 090	*00164	1	4	8
15	BX	253	KERNON ARMOR	2 015	L02548	1	4	11
Total périmètre 15		14		29 289				
16	BX	216	KERNON ARMOR	1 144	G00826	1	4	9
16	BX	217	KERNON ARMOR	1 085	H00120	1	4	12
16	BX	218	KERNON ARMOR	1 248	M00660	1	4	
16	BX	219	KERNON ARMOR	615	S00615	1	4	9
16	BX	220	KERNON ARMOR	1 220	L02548	1	4	11
16	BX	221	KERNON ARMOR	653	L02548	1	4	11
16	BX	222	KERNON ARMOR	2 040	O00212	1	4	
16	BX	223	KERNON ARMOR	1 490	C00699	1	4	
16	BX	228	KERNON ARMOR	1 265	G00352	1	4	12
16	BX	229	KERNON ARMOR	1 222	L00144	1	4	
16	BX	230	KERNON ARMOR	940	L00740	1	4	11

*Etat des fonds : 1 = inculte (en friche) ; 2 = sous-exploité (absence de valorisation agricole) ; 3 = exploité

**Type de remise en valeur : 4 = agricole ; 5 = pastorale ; 6 = forestière ; 7 = non concerné

***Bilan de la consultation : °8 = souhait de remise en valeur et d'exploitation par le propriétaire ; 9 = opposition à la procédure – retrait des parcelles proposé au Préfet ; 10 = terres exploitées sans autorisation ; 11 = propriétaires ou indivisaires dont l'identité ou l'adresse n'a pu être déterminée ; 12 = accord procédure avec ou sans condition

N° de périmètre de remise en valeur concerné	Section cadastrale	N° de parcelle	Lieu-dit	Surface (m²)	Code identifiant propriétaire	Etat des fonds*	Type de remise en valeur**	Bilan de la consultation ***
16	BX	231	KERNON ARMOR	558	S00040	1	4	
16	BX	232	KERNON ARMOR	1 186	T00583	1	4	
16	BX	233	KERNON ARMOR	1 518	O00212	1	4	
16	BX	234	KERNON ARMOR	792	H00521	1	4	
16	BX	235	KERNON ARMOR	708	P00798	1	4	9
16	BX	236	KERNON ARMOR	1 022	L03502	1	6	
16	BX	335	KERNON ARMOR	428	_+00230	3	7	
Total périmètre 16		18		19 134				
17	BV	119	KERABAS	1 213	T00434	1	4	12
17	BV	120	KERABAS	1 187	O00246	1	4	12
17	BV	121	KERABAS	211	A00487	1	4	
17	BV	122	KERABAS	2 813	A00487	1	4	
17	BV	123	KERABAS	808	O00063	1	6	
17	BV	124	KERABAS	692	P00904	1	6	9
17	BW	175	KERABAS	1 632	O00219	2	4	8
17	BW	176	KERABAS	993	*00153	1	4	12
17	BW	177	KERABAS	3 370	L03085	3	7	12
17	BW	178	KERABAS	612	O00145	3	7	
17	BW	179	KERABAS	978	*00154	3	7	
17	BW	200	POULDOUR	1 110	G01339	1	4	12
17	BW	201	POULDOUR	985	G00592	1	4	12
17	BW	202	POULDOUR	535	T00430	1	4	9
17	BW	203	POULDOUR	518	A00487	1	4	
17	BW	204	POULDOUR	822	L02778	1	4	
17	BW	205	POULDOUR	713	O00246	1	4	12
17	BW	206	POULDOUR	785	S00057	1	4	11
17	BW	207	POULDOUR	617	R00726	1	4	
17	BW	208	POULDOUR	678	L00144	1	4	
17	BW	209	POULDOUR	667	L02991	1	4	
17	BW	210	POULDOUR	475	S00684	1	7	11
17	BW	211	POULDOUR	850	G00545	1	6	
17	BW	212	POULDOUR	347	D00935	1	6	
17	BW	214	KERABAS	1 033	P00798	1	46	9
17	BW	215	KERABAS	1 060	H00120	1	46	12
17	BW	216	KERABAS	1 397	O00021	1	4	12
17	BW	217	KERABAS	1 298	P00798	1	4	9

*Etat des fonds : 1 = inculte (en friche) ; 2 = sous-exploité (absence de valorisation agricole) ; 3 = exploité

**Type de remise en valeur : 4 = agricole ; 5 = pastorale ; 6 = forestière ; 7 = non concerné

***Bilan de la consultation : °8 = souhait de remise en valeur et d'exploitation par le propriétaire ; 9 = opposition à la procédure – retrait des parcelles proposé au Préfet ; 10 = terres exploitées sans autorisation ; 11 = propriétaires ou indivisaires dont l'identité ou l'adresse n'a pu être déterminée ; 12 = accord procédure avec ou sans condition

N° de périmètre de remise en valeur concerné	Section cadastrale	N° de parcelle	Lieu-dit	Surface (m²)	Code identifiant propriétaire	Etat des fonds*	Type de remise en valeur**	Bilan de la consultation ***
17	BW	218	KERABAS	1 017	A00487	1	4	
17	BW	219	KERABAS	1 193	L03158	1	4	
17	BW	220	KERABAS	1 197	G00592	1	4	12
17	BW	221	KERABAS	2 170	L04223	1	4	11
17	BW	225	KERABAS	1 388	L02662	1	4	
17	BW	226	KERABAS	2 455	A00487	1	4	
17	BW	227	KERABAS	1 307	C00341	1	4	8
17	BW	228	KERABAS	993	C00598	1	4	
17	BW	229	KERABAS	992	T00463	1	4	
17	BW	230	KERABAS	968	O00063	1	4	
17	BW	231	KERABAS	1 007	O00021	3	47	12
17	BW	232	KERABAS	1 178	A00487	3	47	
17	BW	233	KERABAS	2 865	L02184	2	4	1
17	BW	247	KERABAS	1 115	G00281	1	6	
17	BW	270	KERABAS	1 337	R00510	3	7	
Total périmètre 17		43		49 581				
18	BO	239	TOUL EN PORZ	2 385	F00629	1	4	8
18	BO	240	TOUL EN PORZ	94	M00892	1	4	
18	BO	241	TOUL EN PORZ	828	L02911	1	4	12
18	BO	242	TOUL EN PORZ	922	Q00148	2	4	
18	BO	243	TOUL EN PORZ	1 895	*00081	2	4	12
18	BO	244	TOUL EN PORZ	1 180	O00145	1	4	8
18	BO	245	TOUL EN PORZ	2 000	L04174	3	7	11
18	BO	246	TOUL EN PORZ	1 038	D00568	3	7	
18	BO	247	TOUL EN PORZ	1 022	D00568	3	7	
18	BO	248	TOUL EN PORZ	2 287	*00082	1	4	
18	BO	249	TOUL EN PORZ	1 390	T00430	1	4	9
18	BO	250	TOUL EN PORZ	1 120	G01339	1	4	12
18	BO	251	TOUL EN PORZ	750	B00299	1	4	
18	BO	252	TOUL EN PORZ	800	G01398	1	4	12
18	BO	253	TOUL EN PORZ	800	D00568	1	4	
18	BO	254	TOUL EN PORZ	772	C01343	1	4	
18	BO	255	TOUL EN PORZ	1 820	L02539	1	4	12
18	BO	256	TOUL EN PORZ	865	J00300	1	6	
18	BO	257	TOUL EN PORZ	495	C00598	1	6	
18	BO	258	TOUL EN PORZ	753	O00067	1	6	
Total périmètre 18		20		23 216				
19	BO	210	TOUL EN PORZ	1 365	L00448	1	4	
19	BO	211	TOUL EN PORZ	278	L02368	1	4	
19	BO	212	TOUL EN PORZ	1 675	L00829	1	4	11
19	BO	213	TOUL EN PORZ	988	L02146	3	7	
19	BO	214	TOUL EN PORZ	920	O00067	1	6	
19	BO	215	TOUL EN PORZ	1 615	D00780	1	6	

*Etat des fonds : 1 = inculte (en friche) ; 2 = sous-exploité (absence de valorisation agricole) ; 3 = exploité

**Type de remise en valeur : 4 = agricole ; 5 = pastorale ; 6 = forestière ; 7 = non concerné

***Bilan de la consultation : °8 = souhait de remise en valeur et d'exploitation par le propriétaire ; 9 = opposition à la procédure – retrait des parcelles proposé au Préfet ; 10 = terres exploitées sans autorisation ; 11 = propriétaires ou indivisaires dont l'identité ou l'adresse n'a pu être déterminée ; 12 = accord procédure avec ou sans condition

N° de périmètre de remise en valeur concerné	Section cadastrale	N° de parcelle	Lieu-dit	Surface (m²)	Code identifiant propriétaire	Etat des fonds*	Type de remise en valeur**	Bilan de la consultation ***
19	BO	216	TOUL EN PORZ	820	L00829	1	6	11
19	BO	217	TOUL EN PORZ	1 802	O00169	2	4	12
19	BO	218	TOUL EN PORZ	1 238	G00281	1	6	
19	BO	219	TOUL EN PORZ	1 082	A00487	1	6	
19	BO	220	TOUL EN PORZ	1 462	O00169	2	4	12
19	BO	221	TOUL EN PORZ	102	O00169	1	4	12
19	BO	222	TOUL EN PORZ	81	O00110	1	4	
19	BO	223	TOUL EN PORZ	1 508	O00145	1	4	8
19	BO	224	TOUL EN PORZ	560	Q00195	1	4	
19	BO	225	TOUL EN PORZ	750	L02071	1	4	
19	BO	226	TOUL EN PORZ	1 303	P00904	1	4	9
19	BO	227	TOUL EN PORZ	555	L01955	1	4	
19	BO	228	TOUL EN PORZ	538	T00430	1	4	9
19	BO	229	TOUL EN PORZ	1 102	T00006	1	4	
19	BO	230	TOUL EN PORZ	398	O00110	1	4	
19	BO	231	TOUL EN PORZ	913	M00266	1	4	9
19	BO	232	TOUL EN PORZ	1 542	A00075	1	4	11
19	BO	233	TOUL EN PORZ	1 660	Q00159	3	7	
19	BO	234	TOUL EN PORZ	2 210	O00110	1	4	
19	BO	235	TOUL EN PORZ	1 255	T00430	1	4	9
19	BO	236	TOUL EN PORZ	1 215	O00110	1	4	
19	BO	237	TOUL EN PORZ	95	L00740	1	4	11
19	BO	238	TOUL EN PORZ	55	T00632	1	4	
Total périmètre 19		29		29 087				
20	BP	1	POULDOUR	1 340	D00837	1	4	9
20	BP	2	POULDOUR	805	L00740	1	4	11
20	BP	3	POULDOUR	2 050	G00352	3	7	12
20	BP	4	POULDOUR	798	O00021	1	4	12
20	BP	5	POULDOUR	490	L03200	1	4	
20	BP	6	POULDOUR	561	Q00118	1	4	12
20	BP	7	POULDOUR	523	O00302	1	4	
20	BP	8	POULDOUR	813	Q00159	3	7	
20	BP	9	TOUL EN PORZ	6 143	L03870	2	4	9
20	BP	10	TOUL EN PORZ	1 394	G01454	3	7	9
20	BP	379	POULDOUR	1 400	Q00160	3	7	
20	BP	380	POULDOUR	1 330	L03200	1	4	
20	BP	381	POULDOUR	1 043	L00127	2	4	11
20	BP	382	POULDOUR	752	L02071	2	4	
20	BP	383	POULDOUR	1 688	G01218	1	4	
20	BP	384	POULDOUR	1 695	L03200	1	4	
20	BP	385	POULDOUR	837	C00959	3	7	
20	BP	386	POULDOUR	825	L02911	1	4	12
20	BP	387	POULDOUR	603	O00216	1	4	12
20	BP	388	POULDOUR	1 195	L02662	1	4	

*Etat des fonds : 1 = inculte (en friche) ; 2 = sous-exploité (absence de valorisation agricole) ; 3 = exploité

**Type de remise en valeur : 4 = agricole ; 5 = pastorale ; 6 = forestière ; 7 = non concerné

***Bilan de la consultation : °8 = souhait de remise en valeur et d'exploitation par le propriétaire ; 9 = opposition à la procédure – retrait des parcelles proposé au Préfet ; 10 = terres exploitées sans autorisation ; 11 = propriétaires ou indivisaires dont l'identité ou l'adresse n'a pu être déterminée ; 12 = accord procédure avec ou sans condition

N° de périmètre de remise en valeur concerné	Section cadastrale	N° de parcelle	Lieu-dit	Surface (m ²)	Code identifiant propriétaire	Etat des fonds*	Type de remise en valeur**	Bilan de la consultation ***
20	BP	389	POULDOUR	1 710	O00145	1	4	8
20	BP	390	TOUL EN PORZ	509	Q00148	1	4	
20	BP	391	POULDOUR	2 545	O00215	1	4	
20	BP	392	POULDOUR	1 783	C00142	1	4	
20	BP	393	POULDOUR	1 620	O00145	3	7	
20	BP	394	POULDOUR	1 245	L00956	3	7	
20	BP	395	POULDOUR	1 995	Q00148	2	4	
20	BP	396	POULDOUR	880	L03870	1	4	9
20	BP	397	POULDOUR	794	P00798	1	4	9
20	BP	398	POULDOUR	1 070	L02539	1	4	12
20	BP	399	POULDOUR	2 713	P00904	1	4	9
20	BP	400	POULDOUR	2 342	P00904	1	4	9
20	BP	403	TOUL EN PORZ	2 588	O00302	1	4	
20	BP	404	TOUL EN PORZ	1 780	P00904	1	4	9
20	BP	405	TOUL EN PORZ	862	L00144	3	7	
20	BP	406	TOUL EN PORZ	3 050	L02911	1	4	12
20	BP	407	TOUL EN PORZ	675	O00145	1	4	8
20	BP	408	TOUL EN PORZ	930	E00118	1	4	
20	BP	409	TOUL EN PORZ	995	L00829	1	4	11
20	BP	410	TOUL EN PORZ	705	L02071	1	4	
20	BP	411	TOUL EN PORZ	625	H00167	1	6	
20	BP	412	TOUL EN PORZ	1 703	L03158	2	4	8
20	BP	413	TOUL EN PORZ	1 126	T00532	1	4	12
20	BP	414	TOUL EN PORZ	553	L00785	3	7	11
20	BP	415	TOUL EN PORZ	459	L00829	1	4	11
20	BP	416	TOUL EN PORZ	633	L03329	1	4	
20	BP	417	TOUL EN PORZ	1 855	H00522	1	4	12
20	BP	418	TOUL EN PORZ	1 808	L02914	3	7	9
20	BP	419	TOUL EN PORZ	1 542	L03870	2	4	9
20	BP	420	POULDOUR	420	L02472	1	4	11
20	BP	421	POULDOUR	437	L00428	1	4	11
20	BP	422	POULDOUR	1 333	L03817	1	4	
20	BP	423	POULDOUR	1 157	O00216	1	46	12
20	BP	424	POULDOUR	753	M00660	1	46	
20	BP	425	POULDOUR	596	P00904	1	46	9
20	BP	426	POULDOUR	560	O00216	1	4	12
20	BP	427	POULDOUR	905	O00219	2	4	8
20	BP	429	POULDOUR	817	Q00160	3	7	
20	BP	430	POULDOUR	1 353	F00222	1	4	
20	BP	431	POULDOUR	577	O00063	1	4	
20	BP	432	POULDOUR	1 235	A00380	1	4	12
20	BP	433	POULDOUR	1 203	M00305	1	6	11
20	BP	434	POULDOUR	910	M00305	1	6	11
Total périmètre 20		63		79 636				

*Etat des fonds : 1 = inculte (en friche) ; 2 = sous-exploité (absence de valorisation agricole) ; 3 = exploité

**Type de remise en valeur : 4 = agricole ; 5 = pastorale ; 6 = forestière ; 7 = non concerné

***Bilan de la consultation : °8 = souhait de remise en valeur et d'exploitation par le propriétaire ; 9 = opposition à la procédure – retrait des parcelles proposé au Préfet ; 10 = terres exploitées sans autorisation ; 11 = propriétaires ou indivisaires dont l'identité ou l'adresse n'a pu être déterminée ; 12 = accord procédure avec ou sans condition

N° de périmètre de remise en valeur concerné	Section cadastrale	N° de parcelle	Lieu-dit	Surface (m ²)	Code identifiant propriétaire	Etat des fonds*	Type de remise en valeur**	Bilan de la consultation ***
21	BR	2	POULDOUR	248	C00761	1	4	11
21	BR	3	POULDOUR	365	L03135	1	4	
21	BR	4	POULDOUR	457	L02071	1	4	
21	BR	5	POULDOUR	950	L00144	1	4	
21	BR	6	POULDOUR	965	L03163	1	4	
21	BR	11	MENEMARZIN	1 590	G01218	1	4	
21	BR	12	MENEMARZIN	1 125	M00142	1	4	
21	BR	13	MENEMARZIN	515	L01822	1	4	11
21	BR	209	MENEMARZIN	1 237	L03445	1	6	11
21	BR	210	MENEMARZIN	1 643	C00699	1	6	
21	BR	211	MENEMARZIN	2 502	P00904	1	6	9
21	BR	212	MENEMARZIN	1 695	L02018	1	6	11
21	BR	213	KERZIOU	740	L03602	1	6	
21	BR	214	KERZIOU	797	L03602	1	6	
21	BR	217	KERZIOU	901	L00829	1	6	11
21	BR	283	KERZIOU	900	C00598	1	4	
21	BR	285	POULDOUR	2 565	L03135	3	47	
21	BR	286	KERZIOU	3 165	R00142	1	4	
21	BR	287	KERZIOU	805	C00598	1	6	
21	BR	288	KERZIOU	1 015	L03981	1	6	
21	BR	290	MENEMARZIN	353	G00738	1	6	
21	BR	291	POULDOUR	1 017	L02539	3	7	1
21	BR	292	POULDOUR	660	L03135	3	47	
21	BR	293	POULDOUR	1 273	L00740	1	4	11
21	BR	294	POULDOUR	1 232	L00955	1	4	
21	BR	295	POULDOUR	1 713	H00120	1	4	12
21	BR	296	POULDOUR	967	L01513	1	4	
21	BR	297	POULDOUR	1 120	L00502	1	4	11
21	BR	298	POULDOUR	443	L02071	1	4	
21	BR	299	POULDOUR	380	H00522	1	4	12
21	BR	306	POULDOUR	1 047	H00167	1	4	
21	BR	318	POULDOUR	210	L01513	1	4	
21	BR	355	MENEMARZIN	495	O00110	1	6	
21	BR	356	MENEMARZIN	510	M00073	1	6	11
21	BR	363	POULDOUR	444	O00021	1	4	12
21	BR	364	POULDOUR	888	O00067	1	4	
21	BR	406	KERZIOU	1 123	L00144	1	6	
Total périmètre 21		37		38 055				
22	BR	237	KERZIOU	2 183	L00144	3	7	
22	BR	238	KERZIOU	1 560	P00107	1	4	12
22	BR	239	KERZIOU	1 612	M00142	1	4	
22	BR	240	KERZIOU	903	T00009	2	4	8
22	BR	241	KERZIOU	1 062	L01513	1	4	
22	BR	242	KERZIOU	1 045	O00110	1	4	

*Etat des fonds : 1 = inculte (en friche) ; 2 = sous-exploité (absence de valorisation agricole) ; 3 = exploité

**Type de remise en valeur : 4 = agricole ; 5 = pastorale ; 6 = forestière ; 7 = non concerné

***Bilan de la consultation : °8 = souhait de remise en valeur et d'exploitation par le propriétaire ; 9 = opposition à la procédure – retrait des parcelles proposé au Préfet ; 10 = terres exploitées sans autorisation ; 11 = propriétaires ou indivisaires dont l'identité ou l'adresse n'a pu être déterminée ; 12 = accord procédure avec ou sans condition

N° de périmètre de remise en valeur concerné	Section cadastrale	N° de parcelle	Lieu-dit	Surface (m ²)	Code identifiant propriétaire	Etat des fonds*	Type de remise en valeur**	Bilan de la consultation ***
22	BR	243	KERZIOU	1 240	G00281	1	4	
22	BR	244	KERZIOU	915	O00145	1	4	8
22	BR	245	KERZIOU	913	L03329	1	4	8
22	BR	270	KERABAS	465	L02539	1	4	12
22	BR	271	KERABAS	2 313	L02071	1	4	
22	BR	272	KERZIOU	602	C00699	1	4	
22	BR	273	KERZIOU	289	A00126	1	4	
22	BR	274	KERZIOU	542	T00434	1	4	12
22	BR	275	KERZIOU	1 164	L02184	1	4	12
22	BR	276	KERZIOU	455	B00326	1	4	12
22	BR	277	KERZIOU	710	G00675	1	4	12
22	BR	278	KERZIOU	1 780	M00142	1	4	
22	BR	279	KERZIOU	3 670	C01438	1	4	9
22	BR	280	KERZIOU	663	O00183	1	4	
22	BR	281	KERZIOU	840	C00341	3	7	
22	BR	282	KERZIOU	965	L02914	1	4	9
22	BR	300	POULDOUR	2 513	L02913	1	4	9
22	BR	301	POULDOUR	992	D00132	1	4	
22	BR	302	POULDOUR	446	C00699	1	4	
22	BR	303	POULDOUR	813	T00439	1	4	12
22	BR	304	POULDOUR	937	D00781	1	4	
22	BR	305	POULDOUR	812	P00996	1	4	
Total périmètre 22		28		32 404				
23	BS	2	KERABAS	376	L00144	1	6	
23	BS	3	KERZIOU	385	C00699	1	6	
23	BS	4	KERZIOU	4 200	L00144	1	6	
23	BS	5	KERZIOU	378	M00142	1	6	
23	BS	6	KERZIOU	550	O00216	1	6	12
23	BS	7	KERZIOU	1 215	L03085	1	6	12
23	BS	8	KERZIOU	980	L03200	1	6	
23	BS	9	KERZIOU	258	O00216	1	6	12
23	BS	10	KERZIOU	842	M00266	1	6	9
23	BS	11	KERZIOU	588	O00021	1	4	12
23	BS	12	KERZIOU	1 098	L02497	1	4	
23	BS	13	KERZIOU	680	L00144	2	4	8
23	BS	14	KERZIOU	545	M00660	2	4	
23	BS	15	KERZIOU	650	L00740	2	4	11
23	BS	16	KERZIOU	755	O00219	2	4	8
23	BS	17	KERZIOU	885	P00107	2	4	12
23	BS	125	KERZIOU	1 072	L00603	1	4	11
23	BS	144	KERZIOU	1 748	M00266	1	4	9

*Etat des fonds : 1 = inculte (en friche) ; 2 = sous-exploité (absence de valorisation agricole) ; 3 = exploité

**Type de remise en valeur : 4 = agricole ; 5 = pastorale ; 6 = forestière ; 7 = non concerné

***Bilan de la consultation : °8 = souhait de remise en valeur et d'exploitation par le propriétaire ; 9 = opposition à la procédure – retrait des parcelles proposé au Préfet ; 10 = terres exploitées sans autorisation ; 11 = propriétaires ou indivisaires dont l'identité ou l'adresse n'a pu être déterminée ; 12 = accord procédure avec ou sans condition

N° de périmètre de remise en valeur concerné	Section cadastrale	N° de parcelle	Lieu-dit	Surface (m ²)	Code identifiant propriétaire	Etat des fonds*	Type de remise en valeur**	Bilan de la consultation ***
23	BS	145	KERZIOU	1 320	L04239	3	7	
23	BS	167	KERZIOU	877	L00144	2	6	
Total périmètre 23		20		19 402				
Total général		1251		1 205 250				

Adopté par la CCAF du 08/03/17

**La Secrétaire de la Commission
communale d'aménagement foncier
de Moëlan-sur-Mer**

**La Présidente de la
Commission communale
d'aménagement foncier
de Moëlan-sur-Mer**

PV conforme à l'original signé

PV conforme à l'original signé

Laure GORIUS

Jocelyne LE FAOU

**REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
COMMISSION COMMUNALE D'AMENAGEMENT FONCIER
DE MOELAN-SUR-MER**

Plans n°1 à 3 (36 planches, format A3)